



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2016



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2016



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Nationale pour le Sénégal
Agence Principale de Dakar
Service des Etudes et de la Statistique

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU SENEGAL AU TITRE DE L'ANNEE 2016

(Elaborées selon la méthodologie et les principes et règles édictés par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale)

Décembre 2017

AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2016. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont considérés comme résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des flux et non des stocks. Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur des biens, des services et des revenus (ressources réelles). Ils peuvent faire naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou être sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SOMMAIRE	Page
Avant propos.....	
Liste des Sigles et Acronymes.....	ii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des encadrés.....	iv
Liste des graphiques	v
Evolution récente de la Balance des Paiements	vi
Balance des Paiements (Optique BCEAO).....	vii
Balance des Paiements (Résumée).....	viii
Position Extérieure Globale Nette.....	ix
RESUME.....	x
INTRODUCTION	2
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	5
I.1 – Balance commerciale.....	8
1-1-1 – Exportations de biens.....	9
1-1-2 – Importations de biens	16
I.2 - Balance des services.....	23
1-2-1 – Transports.....	23
1-2-2 – Voyages.....	23
1-2-3 – Autres services.....	24
I.3 - Compte de revenu primaire.....	24
I.4 - Compte de revenu secondaire.....	25
II - COMPTE DE CAPITAL.....	26
III - COMPTE FINANCIER.....	27
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	28
IV.1 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	28
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	28
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	28
CONCLUSION	30
ANNEXES.....	31

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AEN : Avoirs Extérieurs Nets

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BRVM : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières

CAF : Coût, assurance et fret

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

DCFE : Direction de la Coopération et des Financements Extérieurs

DGPPE : Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FED : Fonds Européen de Développement

FMI : Fonds Monétaire International

FOB : Free on bord (valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport et d'assurance)

ICS : Industries Chimiques du Sénégal

MEFP : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

PEG : Position Extérieure Globale

PIB : Produit Intérieur Brut

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution du compte des transactions courantes.....	5
Tableau 2.	Compte de biens.....	8
Tableau 3.	Orientation géographique des exportations de marchandises générales.....	10
Tableau 4.	Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	11
Tableau 5.	Exportations de marchandises générales ajustées.....	15
Tableau 6.	Orientation géographique des importations.....	17
Tableau 7.	Evolution des importations de marchandises générales.....	18
Tableau 8.	Evolution des importations de marchandises générales ajustées.....	22
Tableau 9.	Evolution des principaux soldes de la balance des services.....	23
Tableau 10.	Evolution des transports.....	23
Tableau 11.	Evolution du poste « Voyages ».....	23
Tableau 12.	Evolution des autres services.....	24
Tableau 13.	Evolution des soldes de revenu primaire.....	24
Tableau 14.	Evolution des revenus secondaires.....	25
Tableau 15.	Evolution du compte de capital.....	26
Tableau 16.	Evolution du compte financier.....	27
Tableau 17.	Variation des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	28
Tableau 18.	Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	28
Tableau 19.	Position Extérieure Globale par zone.....	29

LISTE DES ENCADRES

Encadré A : Soutenabilité du compte courant	6
Encadré B : Ajustement des données du Commerce Extérieur en Balance des Paiements.....	12
Encadré C : Diversification des exportations au Sénégal	14
Encadré D : Substitution des importations de riz par la production locale.....	20

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Croissance dans le monde.....	2
Graphique 2.	Evolution des cours des principales matières premières.....	4
Graphique 3.	Evolution du compte courant.....	5
Graphique 4.	Evolution de la balance commerciale.....	8
Graphique 5.	Orientation géographique des échanges de biens en 2016.....	9
Graphique 6.	Evolution des exportations de produits pétroliers.....	11
Graphique 7.	Evolution des exportations de produits arachidières.....	13
Graphique 8.	Evolution des exportations de produits halieutiques.....	13
Graphique 9.	Exportations de produits chimiques.....	13
Graphique 10.	Evolution des exportations de ciment.....	16
Graphique 11.	Exportations d'or non monétaire.....	16
Graphique 12.	Importations de produits pétroliers.....	18
Graphique 13.	Importations de produits alimentaires.....	19
Graphique 14.	Importations de biens d'équipement.....	19
Graphique 15.	Evolution des revenus des investissements et des entrées nettes de capitaux.....	25
Graphique 16.	Evolution et utilisation des envois de fonds des migrants.....	26
Graphique 17.	Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire.....	27
Graphique 18.	Evolution de la PEGN.....	29

Evolution récentes de la balance des paiements (en milliards de FCFA)

Poste	2011	2012	2013	2014	2015	2 016,0
1 Compte des transactions courantes	-541,1	-780,1	-765,5	-665,9	-558,7	-472,5
1.A Biens et services	-1 242,2	-1 523,8	-1 526,9	-1 448,8	-1 342,9	-1 237,5
1.A.a Biens	-1 183,6	-1 468,9	-1 471,0	-1 383,2	-1 274,4	-1 164,7
1.A.a.1 Marchandises générales, base balance des paiements	-1 299,3	-1 690,5	-1 660,8	-1 566,0	-1 443,6	-1 382,1
1.A.a.1.1 <i>Dont réexportations</i>	1,4	2,1	2,4	3,5	3,7	4,9
1.A.a.2 Exportations dans le cadre du négoce international	0	0,1	0,1	0,5	1,2	1,6
1.A.a.3 Or non monétaire	115,7	221,5	189,7	182,3	168	215,8
1.A.b Services	-58,6	-54,9	-55,9	-65,6	-68,5	-72,8
1.A.b.3 Transport	-268,5	-314,4	-321,6	-319,3	-340,6	-328,2
1.A.b.3.0 <i>Dont fret</i>	-240,5	-293,2	-295,9	-293,7	-301,6	-287,9
1.A.b.4 Voyages	149,7	134,3	142,8	135,8	139	144,1
1.A.b.4.0 <i>Autres services</i>	60,2	125,2	123	117,9	133,1	111,3
1.B Revenu primaire	-132,8	-153,8	-159,5	-186,5	-231,5	-295,4
1.B.1 Rémunération des salariés	39,3	47	51	51,2	54	55,8
1.B.2 Revenus des investissements	-172,3	-206,7	-216,2	-242,6	-290,3	-356,1
1.C Revenu secondaire	834	897,5	920,9	969,4	1 015,8	1 060,4
1.C.1 Administrations Publiques	62,3	75,8	42,5	83,6	52	31,2
1.C.1.4 Coopération internationale courante	34,5	50,4	12,6	36,3	26,9	27,0
1.C.2 Autres secteurs	771,7	821,8	878,4	885,9	963,8	1 029,2
1.C.2.1.1 <i>Envois de fonds des travailleurs</i>	623,5	644,9	688,5	754,2	824,2	887,7
2 Compte capital	119,5	202,8	181,5	216,1	202,7	214,8
2.1 Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-1,7	37,5	-1,5	-5,2	-1,6	-2,7
2.2 Transferts en capital	121,2	165,3	183	221,3	204,3	217,5
2.2.1 Administration Publique	114,6	158,5	175,8	213,2	196,2	208,4
2.2.2 Autres secteurs	6,6	6,8	7,3	8,1	8,1	9,0
3 Compte financier	-362,7	-519,8	-551,8	-663,1	-511,9	-303,7
3.1 Investissements directs	-137,2	-112,4	-137,3	-185,5	-223,4	-147,3
3.2 Investissements de portefeuille	-352,8	-131,6	5,3	-257	-188,2	76,5
3.3 Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0,0
3.4 Autres Investissements	127,3	-275,8	-419,8	-220,6	-100,2	-232,9
3.4.0.3 Administration Publique	-100,5	-205,7	-204,8	-373,5	-153,3	-251,3
3.4.0.4 Autres secteurs	227	-70	-215	152,9	53	18,4
4 Erreurs et omissions	3,8	4,1	5,6	4,7	4,6	3,5
5 Solde global	-55,1	-53,5	-26,5	217,9	160,5	50,2
Ecart d'évaluation	-60,3	56,2	-100,1	49,9	115,4	0,0
6 Avoirs et engagements	115,4	-2,7	126,6	-267,8	-275,9	-50,2
6.1 Banque centrale	13,4	-45,8	67,9	-163,6	-94,5	210,8
6.2 Autres institutions de dépôts	102,0	43,1	58,7	-104,2	-181,4	-261,0

Source : BCEAO

Balance des paiements (Optique BCEAO)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	3 939,8	4 412,2	-472,5
1.A	Biens et services	2 424,7	3 662,1	-1 237,5
1.A.a	Biens	1 703,5	2 868,2	-1 164,7
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	1 485,5	2 867,5	-1 382,1
1.A.a.1.1	Dont réexportations	4,9	0,0	4,9
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	1,6	0,0	1,6
1.A.a.3	Or non monétaire	216,4	0,6	215,8
1.A.b	Services	721,2	794,0	-72,8
1.A.b.3	Transport	75,7	403,9	-328,2
1.A.b.3.0	Dont fret	30,3	318,2	-287,9
1.A.b.4	Voyages	230,9	86,8	144,1
1.A.b.4.0	Autres services	414,5	303,2	111,3
1.B	Revenu primaire	180,9	476,3	-295,4
1.B.1	Rémunération des salariés	69,9	14,1	55,8
1.B.2	Revenus des investissements	105,9	462,0	-356,1
1.C	Revenu secondaire	1 334,2	273,8	1 060,4
1.C.1	Administrations Publiques	39,9	8,7	31,2
1.C.1.4	Coopération internationale courante	32,8	5,8	27,0
1.C.2	Autres secteurs	1 294,3	265,1	1 029,2
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	<i>1 103,8</i>	<i>216,2</i>	<i>887,7</i>
2	Compte capital	219,3	4,5	214,8
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	2,7	-2,7
2.2	Transferts en capital	219,3	1,8	217,5
2.2.1	Administration Publique	208,4	0,0	208,4
2.2.2	Autres secteurs	10,8	1,8	9,0
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	1,4	305,1	-303,7
3.1	Investissements directs	132,7	280,0	-147,3
3.2	Investissements de portefeuille	36,1	-40,4	76,5
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	-167,4	65,5	-232,9
3.4.0.3	Administration Publique	2,7	254,1	-251,3
3.4.0.4	Autres secteurs	-170,1	-188,6	18,4
4	Erreurs et omissions			3,5
5	Solde global	185,0	135,5	49,5
6	Réévaluation	-0,1	0,6	-0,7
7	Avoirs et engagements	-185,2	-135,0	-50,2
7.1	Banque centrale	226,9	16,1	210,8
7.2	Autres institutions de dépôts	-412,1	-151,0	-261,0

Source : BCEAO

Balance des paiements (Résumé)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
	1 Compte des transactions courantes	3 939,8	4 412,2	-472,5
	1.A Biens et services	2 424,7	3 662,1	-1 237,5
	1.A.a Biens	1 703,5	2 868,2	-1 164,7
	1.A.a.1 Marchandises générales, base balance des paiements	1 485,5	2 867,5	-1 382,1
	1.A.a.1.1 Dont réexportations	4,9	0,0	4,9
	1.A.a.2 Exportations dans le cadre du négoce international	1,6	0,0	1,6
	1.A.a.3 Or non monétaire	216,4	0,6	215,8
	1.A.b Services	721,2	794,0	-72,8
	1.A.b.3 Transport	75,7	403,9	-328,2
	1.A.b.3.0 Dont fret	30,3	318,2	-287,9
	1.A.b.4 Voyages	230,9	86,8	144,1
	1.A.b.4.0 Autres services	414,5	303,2	111,3
	1.B Revenu primaire	180,9	476,3	-295,4
	1.B.1 Rémunération des salariés	69,9	14,1	55,8
	1.B.2 Revenus des investissements	105,9	462,0	-356,1
	1.C Revenu secondaire	1 334,2	273,8	1 060,4
	1.C.1 Administrations Publiques	39,9	8,7	31,2
	1.C.1.4 Coopération internationale courante	32,8	5,8	27,0
	1.C.2 Autres secteurs	1 294,3	265,1	1 029,2
	1.C.2.1.1 Envois de fonds des travailleurs	1 103,8	216,2	887,7
	2 Compte capital	219,3	4,5	214,8
	2.1 Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	2,7	-2,7
	2.2 Transferts en capital	219,3	1,8	217,5
	2.2.1 Administration Publique	208,4	0,0	208,4
	2.2.2 Autres secteurs	10,8	1,8	9,0
	3 Compte financier	186,5	440,6	-254,2
	3.1 Investissements directs	132,7	280,0	-147,3
	3.2 Investissements de portefeuille	372,3	50,4	321,9
	3.3 Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
	3.4 Autres Investissements	-91,5	110,3	-201,8
	3.5 Avoir de réserve	-227,0	0,0	-227,0
	4 Erreurs et omissions			3,5

Source : BCEAO

Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)

	Poste	Année 2015	Autres flux	Année 2016
A	Stock d'actifs financiers	3 313,2	0,1	3 484,4
1	Investissements directs	216,3		347,6
2	Investissements de portefeuille	474,0		846,3
3	Dérivés financiers	0,0		0,0
4	Autres Investissements	1 408,8		1 317,3
4.1	Autres titres de participation	0,0		0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	384,2		470,9
4.3	Prêts	151,8		176,3
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,6		0,6
4.5	Crédits commerciaux	738,1		648,7
4.6	Autres compte à payer/ à recevoir	134,1		20,8
5	Avoirs de réserve	1 214,1	0,1	973,1
5.1	Or monétaire	0,0		0,0
5.2	Droits de tirages spéciaux	89,9	0,1	34,8
5.3	Position de réserve au FMI	3,5	0,1	41,4
5.4	Autres avois de réserve	1 120,6		897,0
B	Stock de passifs financiers	8 083,5	88,6	8 575,3
1	Investissements directs	1 634,5		1 886,1
2	Investissements de portefeuille	1 404,9	88,1	1 543,4
3	Dérivés financiers	0,0		0,0
4	Autres Investissements	5 044,1		5 145,7
4.1	Autres titres de participation	0,0		0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	570,3		606,6
4.3	Prêts	3 172,9		3 469,7
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0		0,0
4.5	Crédits commerciaux	979,6		633,1
4.6	Autres comptes à payer /à recevoir	192,0		306,8
4.7	Droits de tirages spéciaux	129,2		129,5
C	Position extérieure globale nette (A)-(B)	-4 770,3		-5 090,9

Source : BCEAO

RESUME

L'activité économique mondiale s'est repliée pour la deuxième année consécutive, avec un taux d'accroissement de 3,2% en 2016, après 3,4% en 2015 et 3,5% en 2014, reflétant un ralentissement dans la Zone euro (1,8% contre 2,0%) et aux Etats-Unis (1,5% contre 2,9%).

Au niveau des économies émergentes et en développement, le rythme de l'activité a été marqué par une décélération en Chine (6,7% contre 6,9%) et en Inde (7,1% contre 8,0%) ainsi que par une atténuation de la contraction du PIB au Brésil (-3,6% contre -3,8%) et en Russie (-0,2% contre -2,0%).

En Afrique subsaharienne, la croissance économique s'est inscrite en retrait de 2,0 points pour s'établir à 1,4%, en relation avec la récession enregistrée au Nigeria (-1,6% contre +2,7%), qui a également pesé sur le rythme de l'activité de la sous-région CEDEAO (+0,4% contre 3,2%).

Dans la zone UEMOA, la croissance est ressortie à 6,3% contre 6,2% en 2015, tirant profit de la baisse des cours du pétrole et de la bonne tenue des industries extractives et des services.

Au niveau national, l'activité économique est demeurée résiliente avec une progression du PIB réel de 6,6% après 6,5% un an plus tôt, sous l'effet du dynamisme du secteur primaire (+6,1%) et tertiaire (+4,6%), au moment où, une contraction du secteur secondaire (-1,7%) est observée.

Pour sa part, la gestion budgétaire a été caractérisée par un repli du déficit budgétaire de 0,6 point de PIB à 4,2%. Au plan des prix, un redressement de l'inflation (0,8% contre 0,1%) est observé.

S'agissant des comptes extérieurs, les transactions avec les non-résidents se sont soldées, en 2016, par une variation positive des avoirs extérieurs nets de 50,2 milliards après 275,9 milliards en 2015. Cette évolution résulte du niveau plus faible du déficit du compte courant et de l'amélioration de l'excédent du compte capital.

L'atténuation du déficit du compte courant (-86,2 milliards) est liée à l'effet conjugué de la consolidation de l'excédent du solde du compte de revenu secondaire (+44,7 milliards) et de l'atténuation du déficit commercial (-109,7 milliards), en relation respectivement avec le dynamisme des transferts de fonds des migrants et la décélération des importations.

Les opérations non financières (comptes de transactions courantes et de capital) ont engendré un besoin de financement de 257,6 milliards, en retrait de 98,4 milliards par rapport à l'année précédente.

Le solde du compte financier, hors variation des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire, est évalué à 303,7 milliards contre 511,9 milliards en 2015.

En liaison avec le déficit structurel du compte des transactions courantes, financé par l'accumulation de passifs au compte financier, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), représentant le passif net vis-à-vis de l'extérieur, est ressortie débitrice de 5.090,9 milliards en détérioration de 320,6 milliards par rapport à l'année précédente.



Faits marquants de la balance des paiements et de la position extérieure en 2016

L'analyse de la balance des paiements et de la position extérieure globale au titre de l'année 2016 fait ressortir les principales évolutions ci-après :

- les transactions extérieures du Sénégal se sont soldées par un excédent du solde global de 50,2 milliards en 2016, toutefois en net retrait par rapport au niveau enregistré un an auparavant à 275,9 milliards ;
- le déficit du compte courant s'est amélioré de 86,2 milliards pour se situer à 472,5 milliards. Rapporté au PIB, ce déficit est passé de 5,3% du PIB en 2015 à 4,1% du PIB en 2016 ;
- la balance commerciale s'est améliorée de 109,7 milliards, du fait des impacts de la baisse des importations dans un contexte de hausse des exportations. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré de 2,7 points à 59,4% ;
- les transactions intra-communautaires de biens se sont établies sur une tendance favorable, le solde commercial excédentaire du Sénégal avec les autres Etats de l'Union étant ressorti en hausse de 8,1% à 324,8 milliards en 2016 ;
- les fonds mobilisés au titre des dons projets se sont inscrits en hausse de 12,2 milliards pour s'établir à 208,4 milliards, contribuant à l'amélioration du compte de capital.
- le besoin de financement a été couvert par les entrées nettes de capitaux publics et privés étrangers pour un montant de 303,7 milliards ;
- les capitaux non monétaires ont concerné, pour l'essentiel, les flux nets au titre des investissements directs (147,3 milliards) ainsi que les autres investissements (232,9 milliards) ;
- la Position Extérieure Globale Nette (PEGN) débitrice s'est dégradée de 320,6 milliards pour s'établir à 5.090,9 milliards, en relation avec les flux de la balance des paiements.

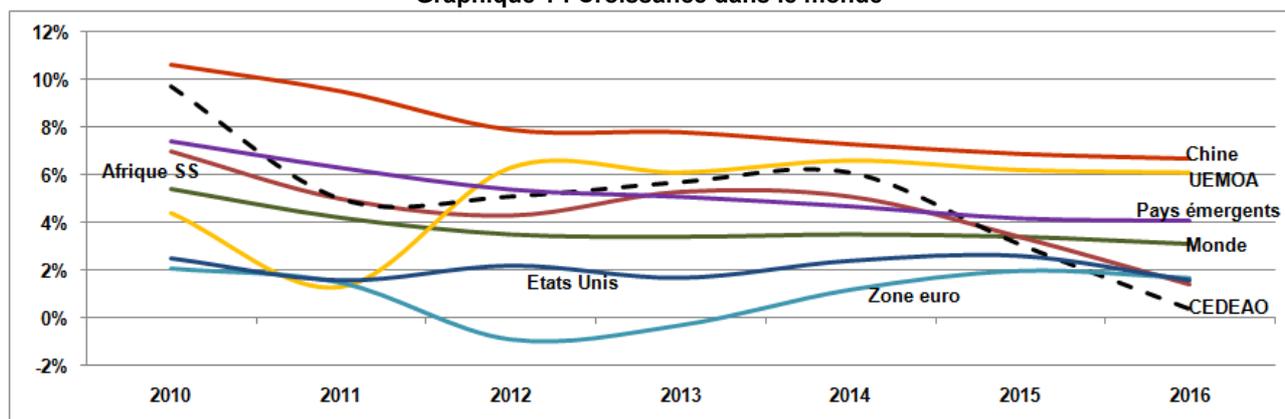
INTRODUCTION

L'activité économique mondiale a progressé de 3,2% en 2016, après 3,4% en 2015. Cette décélération est imputable à la persistance de la faiblesse de la demande mondiale, notamment dans les pays avancés où la croissance est ressortie à 1,7% en 2016, contre 2,2% un an auparavant. Le ralentissement de la croissance s'est reflété sur le volume du commerce mondial qui a évolué au rythme de 2,3% contre 2,6% en 2015.

En effet, au niveau des **économies avancées**, la situation est marquée par le ralentissement de la production potentielle, en raison du vieillissement de la population et de la faible accélération de la croissance du capital. Ainsi, le rythme de progression du Produit Intérieur Brut (PIB) s'est inscrit en baisse dans la zone euro (+1,8% contre +2,0%), en Grande Bretagne (+1,8% contre +2,8%) et aux États-Unis (+1,5% contre +2,9%), dans un contexte caractérisé par la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne (Brexit).

Dans les **pays émergents et en développement**, la croissance économique s'est maintenue à 4,3% en 2016, sous l'effet de la décélération en Chine (6,7% contre +6,9%) et en Inde (7,1% contre +8,0%) et de l'atténuation de la contraction du PIB au Brésil (-3,6% contre -3,8%) et en Russie (-0,2% contre -2,8%).

Graphique 1 : Croissance dans le monde



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2017

En **Afrique subsaharienne**, la croissance économique s'est inscrite en retrait de 2,0 points à 1,4% en 2016, reflétant l'entrée en récession du Nigeria (-1,6% contre +2,7%) et de l'Angola (-0,7% contre +3,0%). Avec le repli des cours du baril de pétrole et la détérioration des termes de l'échange, les deux pays ont été contraints à procéder à des ajustements réels. Pour sa part, le rythme de l'activité a ralenti en Afrique du Sud (+0,3% contre +1,3%) en liaison notamment avec la sécheresse qui a sévi dans cette région.

L'activité au sein de la **Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest** (CEDEAO) a poursuivi son ralentissement en 2016, ressortant à 0,4%, après 3,2% en 2015 et 6,1% en 2014, en relation avec la situation de l'industrie pétrolière au Nigeria.

Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine** (UEMOA), le PIB réel est resté sur une bonne dynamique en affichant un taux de croissance de 6,3%, contre 6,2% en 2015 en liaison avec la bonne tenue de l'activité des industries extractives et des services. Du côté de la demande, la croissance est tirée par la poursuite de la mise en œuvre des programmes de développement des Etats de l'Union.

Au plan des prix, le taux d'inflation s'est établi, en moyenne, à 0,3% en 2016 contre 1,0% en 2015. Cette décélération reflète un repli des cours des produits pétroliers et une hausse modérée des prix des denrées alimentaires, en rapport avec l'amélioration de l'offre sur les marchés.

Pour leur part, les banques centrales des économies avancées ont maintenu l'orientation accommodante de leur **politiques monétaires** dans un contexte d'inflation faible et de croissance modérée, à l'exception de la Réserve Fédérale américaine (FED) qui a poursuivi le resserrement progressif de sa politique monétaire entamé en 2015.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a renforcé le caractère accommodant de sa politique monétaire en maintenant inchangés ses taux directeurs depuis la dernière modification intervenue le 10 mars 2016. Le taux principal de refinancement de la BCE est resté fixé à 0,0%, le taux de la facilité de prêt marginal à 0,25% et celui de la facilité de dépôt à -0,40%. Elle a, en outre, décidé de poursuivre son programme d'achats d'actifs en vue de stimuler l'inflation vers l'objectif de 2%.

La FED a décidé, en décembre 2016, de relever de 25 points de base la fourchette cible de ses taux pour la situer entre 0,50% et 0,75%. Le Comité de politique monétaire a mis l'accent sur la solidité de l'économie américaine, en soulignant le dynamisme du marché du travail et l'évolution favorable de l'inflation autour d'une cible de 2%.

Pour sa part, la Banque d'Angleterre (BoE) a abaissé, en août 2016, son taux directeur de 0,50% à 0,25%, pour la première fois depuis 2009, et a engagé des mesures avec notamment le lancement d'un nouveau programme d'achat d'actifs, à la suite du Brexit, le 23 juin 2016.

Au niveau des pays émergents, les orientations de politique monétaire des banques centrales ont été contrastées. La Banque Centrale de la Chine a accentué ses interventions sur le marché des changes pour limiter une dépréciation plus forte du yuan qui a perdu 7,0% de sa valeur par rapport au dollar. Au Brésil, la Banque Centrale a décidé d'abaisser son taux directeur de 0,75 point à 13,0%, afin de relancer la croissance dans un contexte de récession.

Dans les pays en développement, la politique monétaire des banques centrales n'a pas changé au cours de la période à l'exception du Nigeria et du Ghana qui ont opéré un retour à la flexibilité monétaire. En effet, la Banque Centrale du Nigeria a augmenté, en juillet 2016, son taux d'intérêt directeur de 200 points de base à 14%, en vue de lutter contre l'inflation. En revanche, les autorités monétaires du Ghana ont baissé, pour la première fois depuis le 26 novembre 2015, le taux directeur de 50 points de base pour le ramener à 25,5%, le lundi 21 novembre 2016, afin de stimuler la croissance économique.

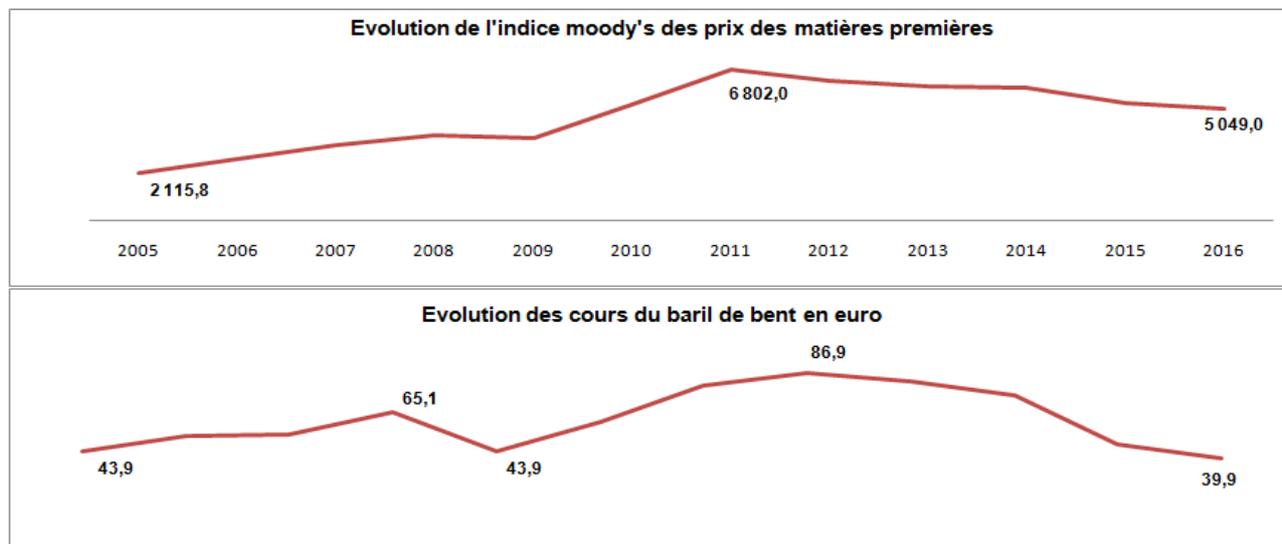
Dans la même dynamique, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a poursuivi une politique monétaire accommodante pour soutenir l'activité économique, tout en préservant une stabilité des prix.

Sur le **marché des changes**, le dollar américain s'est apprécié par rapport à l'euro, en valeur effective, de 0,7% sur l'ensemble de l'année 2016. En revanche, le yen et l'euro ont poursuivi leur dépréciation par rapport au dollar US, respectivement de 10,2% et 0,2%. Pour sa part, la livre sterling s'est fortement dépréciée (-11,1%) par rapport à l'euro, en lien avec le résultat du référendum sur le Brexit.

Les cours des **matières premières** ont poursuivi leurs tendances à la baisse en 2016. Les prix du blé (-13,7%), du pétrole (-11,0%), du riz (-6,2%), du maïs (-4,0%), du cacao (-7,7%) et du caoutchouc (-1,1%) se sont repliés. En revanche, ceux de la noix de cajou (+13,3%), de l'huile palmiste (+21,7%), de l'huile de palme (+13,8%), de l'or (+8,0%) et du coton (+3,3%) se sont renchérissés.

Au niveau des **marchés financiers**, les principales places financières mondiales ont affiché des performances positives. A l'inverse, sur le marché sous-régional, les indices BRVM Composite et BRVM10 se sont repliés respectivement de 3,9% et 9,8%, reflétant un ralentissement de la capitalisation boursière (12,5% en 2016 contre 21,7% en 2015).

Graphique 2 : Evolution des cours des matières premières



Source : INSEE

Au plan interne, l'activité économique a affiché un regain de dynamisme, avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel estimé à 6,6% en 2016, contre 6,5% un an auparavant, à la faveur notamment de la volonté du Gouvernement d'intensifier l'investissement public afin de renforcer son rôle de levier sur l'investissement privé et la consommation.

Les prix à la consommation sont ressortis en hausse de 0,8%, après celle de 0,1% en 2015, sous l'effet du renchérissement des produits alimentaires.

Le profil des finances publiques est marqué par une amélioration de 0,6 point de pourcentage du déficit public, qui est passé de 4,8% du PIB en 2015 à 4,2% du PIB en 2016. Cette situation est le résultat de la mobilisation des ressources budgétaires conjuguée à la poursuite de la mise en œuvre de la politique de rationalisation des dépenses de fonctionnement.

L'encours de la dette publique totale est ressorti à 5.180,9 milliards, soit 60,8% du PIB en 2016, en hausse de 583,2 milliards par rapport à l'année 2015 où il représentait 57,1% du PIB. La part de la composante extérieure, en retrait de 4,4 points, représente 67,8% de l'encours de la dette publique.

S'agissant des comptes extérieurs, le déficit du compte des transactions courantes rapporté au PIB s'est allégé de 1,2 point à 4,1% en 2016, sous l'effet de la consolidation de l'excédent du compte du revenu secondaire et de l'atténuation du déficit commercial. L'excédent du compte de capital s'est également renforcé. Le besoin de financement, chiffré à 257,7 milliards a été couvert par les flux financiers, hors variation des avoirs extérieurs nets du système monétaire, qui se sont établis à 303,7 milliards.

Au total, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire à 50,2 milliards après un niveau de 275,9 milliards en 2015. En relation avec les flux de la balance des paiements, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN) débitrice s'est dégradée de 320,6 milliards pour s'établir à 5.090,9 milliards.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Au titre de l'année 2016, le solde déficitaire des transactions sur biens, services et revenus entre les résidents et les non-résidents a poursuivi sa tendance à la baisse en ressortant à 472,5 milliards contre 558,7 milliards en 2015.

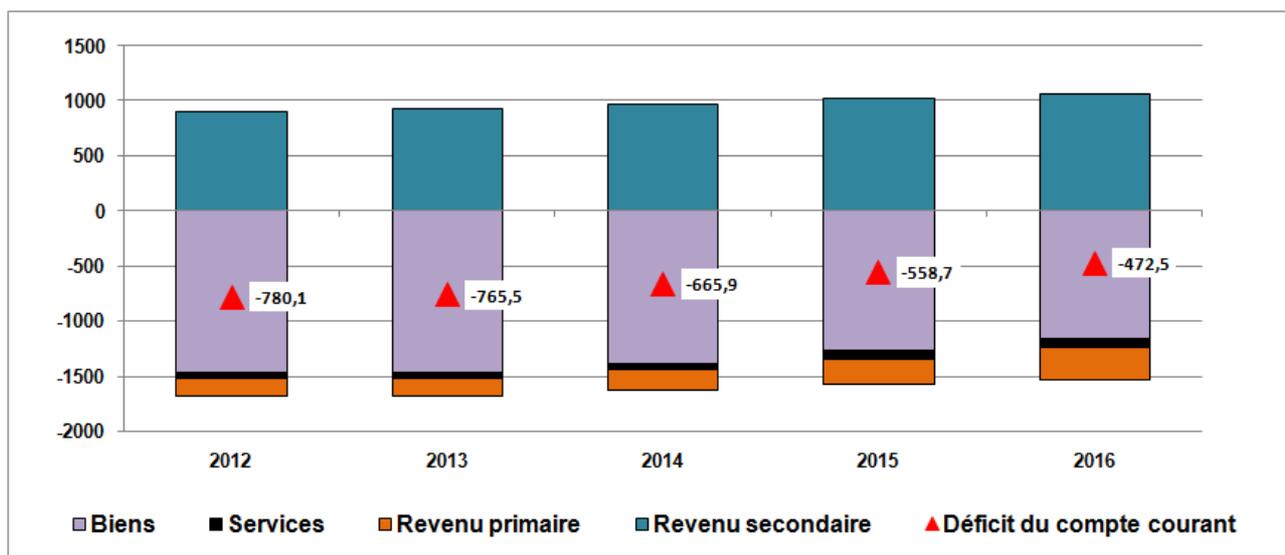
Tableau 1 : Evolution du compte des transactions courantes (en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016
Biens et Services	-1 448 823,1	-1 342 909,0	-1 237 450,7
Biens	-1 383 245,6	-1 274 409,0	-1 164 691,5
Services	-65 577,5	-68 500,0	-72 759,2
Revenu primaire	-186 512,3	-231 520,4	-295 383,4
Revenu secondaire	969 434,5	1 015 769,4	1 060 369,5
Solde du compte courant	-665 900,9	-558 660,0	-472 464,5
PIB Nominal (en millions F CFA)	9 812 450,0	10 538 739,9	11 424 682,5
Solde courant rapporté au PIB	-6,8%	-5,3%	-4,1%

Sources : BCEAO/ANSD/DPEE

Le déficit du compte courant rapporté au PIB s'est établi à 4,1% contre 5,3% l'année précédente. Le repli du déficit du compte courant est imputable à la réduction du déficit commercial, sous l'effet du retrait des cours mondiaux des matières premières, et de la hausse des exportations liée au dynamisme des exportations d'or non monétaire. Le compte du revenu secondaire, a poursuivi sa consolidation portée par la bonne tenue des envois de fonds des migrants, contribuant ainsi à atténuer le déficit du compte courant.

Graphique 3 : Evolution du compte courant (en milliards)



Source : BCEAO

S'agissant du compte des services, il s'est dégradé de 4,2 milliards, en liaison avec la dégradation des «autres services», notamment les services de télécommunications. Toutefois, l'amélioration du poste «voyages», pour la deuxième année consécutive, et l'allègement du fret, sous l'effet du repli des importations, ont contribué à réduire le déficit.

Encadré A : Soutenabilité du compte courant

La stabilité macroéconomique se révèle comme l'objectif ultime des politiques publiques. Si au niveau interne, la maîtrise de l'inflation et du déficit budgétaire est recherchée, il est attendu, au plan externe, la soutenabilité à long terme du déficit du compte courant. Pour le Fonds Monétaire International (Blanchard et Milesi-Ferretti, 2009), les déséquilibres représentent probablement le principal et le plus complexe problème au centre des préoccupations économiques.

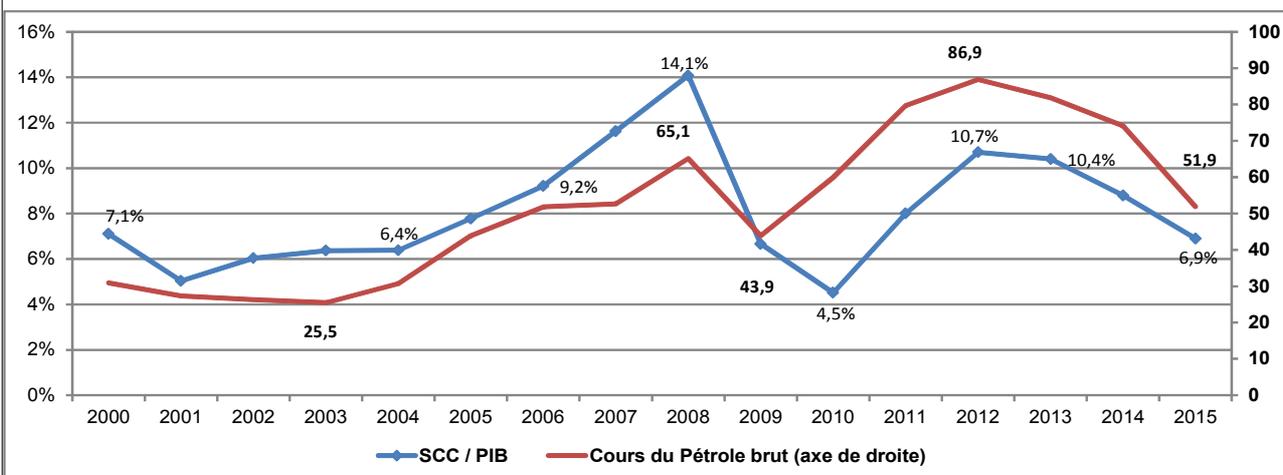
Par définition, la soutenabilité du déficit du compte courant est associée à la capacité d'un pays à continuer d'attirer des flux de capitaux suffisants pour financer son développement. L'aggravation du déficit courant est une source de détérioration du solde global de la balance des paiements, lequel se traduit par des ponctions sur les réserves de change. Cette instabilité, si elle perdure, peut remettre en cause la solvabilité du pays.

A.I. Evolution du déficit du compte courant (2000-2015)

Au Sénégal, l'évolution du déficit du compte des opérations courantes de 2000 à 2015 a permis d'identifier quelques phases distinctes. Ainsi, de 2000 à 2005, il a été noté une relative atténuation où le solde courant de la balance de paiement s'est établi à 6,5% du PIB en moyenne par an. Depuis 2012, le déficit du compte courant s'est inscrit en baisse continue en relation avec la baisse des cours des matières premières et la consolidation des exportations de produits miniers.

Sur l'ensemble de la période, une sensibilité des déficits du compte courant au cours mondiaux des produits pétroliers est notée. A titre illustratif, les hausses des prix du pétrole observées en 2008 et en 2012 ont été suivies par une dégradation du solde du compte courant de la balance des paiements. Tandis que, les replis des cours du pétrole observés en 2009 et sur la période 2013-2016 ont contribué de façon significative à l'amélioration du solde du compte courant.

Graphique A.1 : Evolution du déficit du compte courant (% du PIB) et du cours du pétrole (dollars US)



Sources : BCEAO/ANSD

A.II. Analyse de la soutenabilité du déficit du compte courant

Plusieurs approches ont été développées dans la littérature économique pour étudier la soutenabilité du déficit du compte courant. Des études empiriques ont analysé les déterminants du compte courant afin d'établir son niveau considéré comme «régulier» pour une économie donnée, à travers un ensemble d'indicateurs macroéconomiques. Ces derniers incluent habituellement le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant, la croissance démographique, le solde budgétaire et les actifs extérieurs nets. Sur cette base, des travaux ont été menés par Ghosh (1995), Ghosh et Ostry (1995), Glick et Rogoff (1995), Nason et Rogers (2006) et Kraay et Ventura (2000).

Un autre groupe d'études s'est orienté vers l'identification des déterminants à moyen et à long termes du déficit compte courant. Il s'agit notamment des travaux de Dabelle et Faruqee (1996) et plus tard de l'étude élaborée par le Groupe Consultatif du FMI (2006) qui a analysé empiriquement les déterminants structurels du solde du compte courant, notamment dans les pays en développement avec Calderon et al. (2002, 2007), Chinn et Prasad (2003), Chinn et Ito (2007) et Lee et al. (2008).

Une approche alternative a été développée par Milesi-Ferretti et Razin (1996). Cette dernière s'appuie sur l'idée selon laquelle même lorsque la valeur présente des surplus futurs est suffisante pour faire face aux échéances de la dette extérieure du pays, la situation politique pourrait le rendre impossible. Sous ces considérations, Milesi-Ferretti et Razin (1996) ont introduit une approche prenant en compte explicitement la volonté de rembourser et d'emprunter, en plus de la solvabilité intertemporelle. Cette méthode fournit un meilleur cadre pour comprendre la situation d'un pays faisant face à la persistance de déficit. Les auteurs identifient ainsi une série d'indicateurs opérationnels de viabilité liés à la structure des économies, aux politiques économiques et à la qualité des institutions pour étudier la soutenabilité du déficit du compte courant.

La méthodologie utilisée repose sur la combinaison des indicateurs développés par Milesi-Ferretti et Razin (1996) et Osakwe et Verick (2007) et est inspirée de l'étude de la BCEAO (2013) portant sur l'analyse de la viabilité et des déterminants du déficit du compte courant dans les pays de l'UEMOA. Ainsi, pour le cas du Sénégal le tableau ci-dessous décrit les résultats obtenus.

Tableau A.1 : Analyse de la soutenabilité du compte courant

n°	Indicateurs	Critère	Seuil	Moyenne 2000-2012	2013	2014	2015
1	Gap épargne-investissement du secteur privé	négatif	<0%	(+)	(+)	(+)	(+)
2	Ratio Dette publique sur PIB	élevé	>=70%	(-)	(-)	(-)	(-)
3	Ratio Investissement Direct Étranger/PIB	élevé		(-)	(-)	(-)	(-)
4	Ratio transferts de fonds des travailleurs migrants sur PIB	élevé		(-)	(-)	(-)	(-)
5	Ratio Exportations sur PIB	faible	<=20%	(-)	(-)	(-)	(-)
6	Solde budgétaire sur PIB	élevé	>=-3%	(+)	(+)	(+)	(+)
7	Variation du TCER	appréciation	>=0%	(-)	(-)	(-)	(-)
8	Taux de croissance du PIB	faible	>=3%	(-)	(-)	(-)	(-)
9	Ratio service de la dette publique extérieure sur les recettes budgétaires	élevé	>=30%	(-)	(-)	(-)	(-)
10	La qualité des politiques publiques et des institutions (CPIA)	qualité	faible	(-)	(-)	(-)	(-)

Les résultats sont interprétés suivant le score réalisé au niveau de chaque indicateur. A cet effet, un signe (+) signifie que le pays affiche une mauvaise performance et que l'évolution de l'indicateur en question est une source de vulnérabilité en présence d'un déficit important du compte courant. Par contre, un signe (-) est synonyme de stabilité macro-économique.

Ainsi, les résultats des indicateurs de viabilité du déficit courant du Sénégal, sur la période 2000-2015 révèlent qu'au regard des indicateurs proposés par Milesi-Ferretti et Razin (1996), la vulnérabilité du déficit du compte courant est limitée.

En revanche, il ressort de cette analyse que deux indicateurs, le déficit budgétaire et l'écart entre l'épargne et l'investissement, représentent une source de vulnérabilité pour l'économie nationale.

Par ailleurs, en dépit des résultats observés, il conviendrait de noter que cette soutenabilité reste précaire du fait de l'évolution croissante de certains agrégats macroéconomiques qui tendent tous vers les valeurs cibles. Il s'agit notamment, de la progression rapide de la dette extérieure, de la faiblesse relative des investissements directs étrangers, liée à une modeste compétitivité économique, et de la persistance du déficit budgétaire.

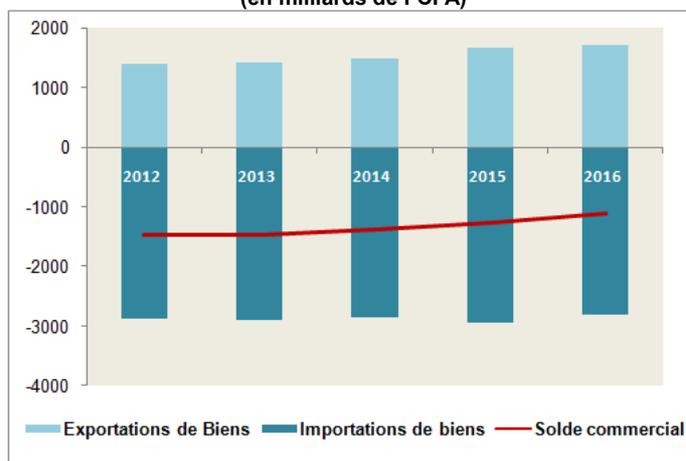
I.1-BALANCE COMMERCIALE

Dans un contexte marqué par la poursuite de la baisse des prix des produits pétroliers, l'année 2016 a été marquée par une atténuation du déficit de la balance commerciale, sous l'effet d'une augmentation des exportations (+2,1%) conjuguée à un repli des importations (-2,5%).

En effet, les exportations de biens sont passées de 1.669,2 milliards en 2015 à 1.703,5 milliards en 2016, sous l'effet principalement d'une hausse des ventes extérieures d'or non monétaire (+28,4%), de produits halieutiques (+7,9%) d'acide phosphorique (+47,6%) et de ciment (+17,5%).

Le profil des importations est, quant à lui, expliqué par le fléchissement des acquisitions de produits pétroliers (-18,1%) et alimentaires (-1,8%). L'évolution de la facture pétrolière est liée essentiellement à celle des prix mondiaux des produits pétroliers.

Graphique 4 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA)



Sources : BCEAO / ANSD

Tableau 2 : Compte de biens (en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016
Marchandises générales			
- Exportations	1 289 539,5	1 499 473,7	1 485 488,6
- Importations	2 855 561,4	2 943 099,6	2 867 544,6
Exportations nettes et négoce internationale	488,0	1 215,3	1 567,7
Or non monétaire			
- Exportations	182 713,6	168 483,5	216 426,3
- Importations	425,2	481,5	629,5
Total des exportations de biens	1 472 741,1	1 669 172,5	1 703 482,7
Total des importations de biens	2 855 987,1	2 943 581,5	2 868 174,2
Solde commercial	-1 383 246,0	-1 274 409,0	-1 164 691,5
PIB nominal (en millions F CFA)	9 812 450,0	10 538 739,9	11 424 682,5
Exportations/PIB	15,0%	15,8%	14,9%
Importations/PIB	29,1%	27,9%	25,1%
Exportations/Importations	51,6%	56,7%	59,4%

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

Au total, le déficit de la balance commerciale s'est établi à 1.164,7 milliards, soit 10,2% du PIB en 2016, en amélioration de 1,9 point comparativement à son niveau de l'année précédente (12,1%).

Il convient néanmoins de souligner que le Sénégal présente une balance commerciale structurellement déficitaire vis-à-vis des pays avancés et des économies émergentes, tandis que sa position commerciale à l'endroit du continent africain est devenue excédentaire à compter de 2014 (cf. I.1.1.a.).

I.1.1- Exportations de Biens

Évaluées à 1.703,5 milliards en 2016, les exportations de biens se sont inscrites en hausse de 34,3 milliards par rapport à l'année 2015, en relation notamment avec la progression des ventes extérieures d'or non monétaire. Ces évolutions ont toutefois été contrebalancées par un repli de 0,9% des expéditions de marchandises générales, à la suite d'une diminution des ventes des principaux produits d'exportation du Sénégal (produits pétroliers, arachidiers, phosphates et sel marin). Les exportations restent orientées vers l'Afrique et plus particulièrement vers les pays de la sous région ouest africaine.

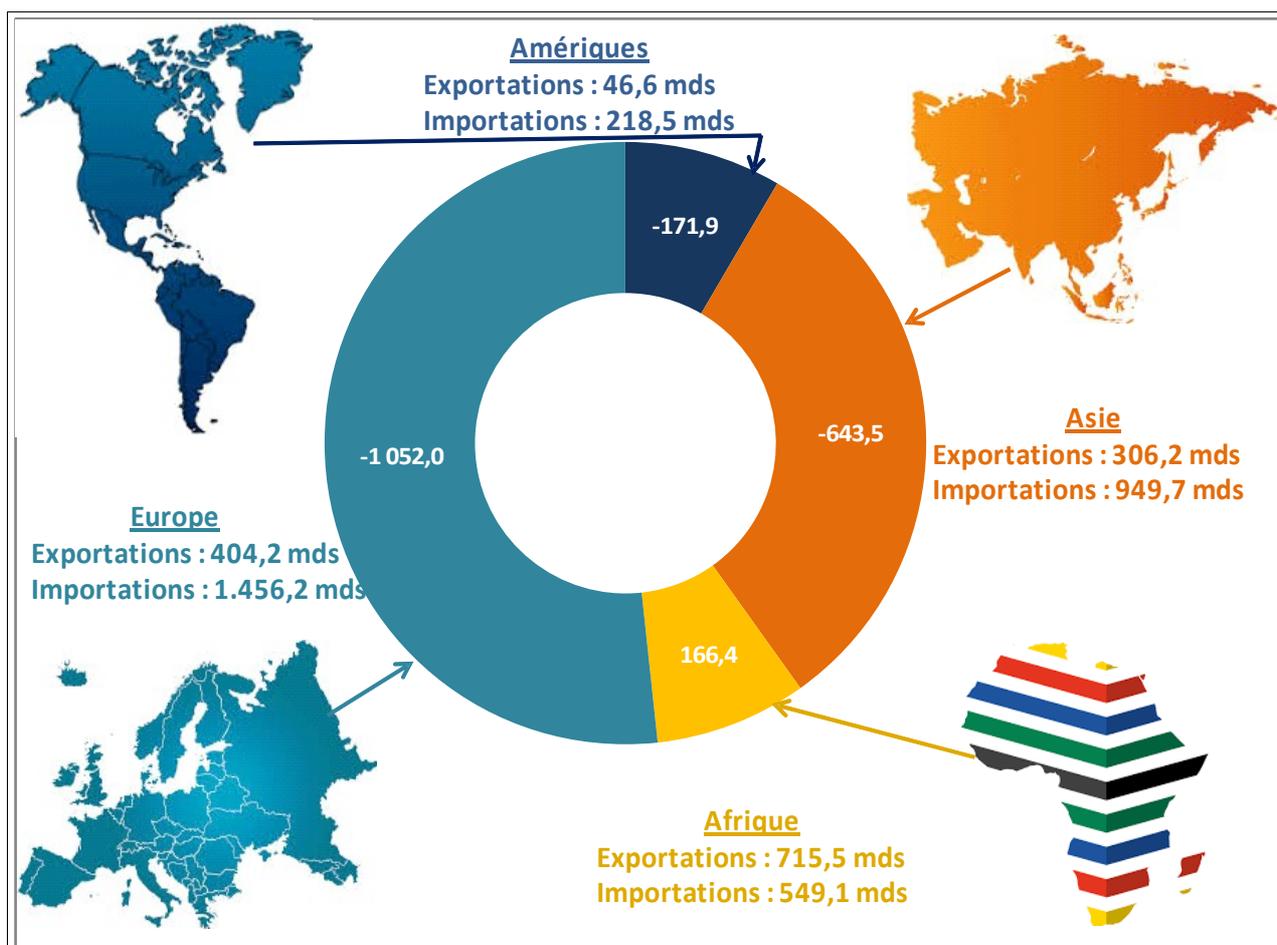
I.1.1.a. Orientation géographique des exportations

Les ventes extérieures à destination des pays africains, évaluées à 715,5 milliards en 2016, soit 48,2% du total des exportations, restent dominées par les produits à destination des pays de la zone UEMOA (34,3% des parts), notamment le Mali (19,5% contre 17,2%) et la Côte d'Ivoire (5,5% contre 5,2%).

Les exportations vers le marché européen ont, quant à elles, progressé à un rythme plus faible en 2016 (1,3% contre 7,9%), en raison de la contraction des ventes, à destination de la France (-26,5%), notamment d'huile brute d'arachide et, dans une moindre mesure, de produits halieutiques.

S'agissant des relations commerciales avec les pays asiatiques, elles ont été caractérisées par un accroissement des échanges (+4,9%), principalement en direction de l'Inde.

Graphique 5 : Orientation géographique des échanges de biens en 2016



Source : BCEAO/ANSD

L'Inde cumule 122,2 milliards (39,9%) des expéditions vers le continent asiatique. Cette évolution est expliquée par le dynamisme des exportations d'acide phosphorique qui ont augmenté de 47,4% par rapport à l'année précédente, du fait essentiellement de l'augmentation des quantités produites.

La part des exportations vers le continent américain (46,6 milliards) est demeurée stable à 3,1%.

Tableau 3 : Orientation géographique des exportations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2012		2013		2014		2015		2016	
	Valeur	%								
Exportations	1 179 530,1	100,0	1 231 868,4	100,0	1 289 539,5	100,0	1 499 473,7	100,0	1 485 488,6	100,0
Union Européenne	172 381,9	14,6	204 608,6	16,6	230 004,9	17,8	253 496,2	16,9	231 243,1	15,6
dont France	57 493,5	4,9	54 883,0	4,5	63 927,7	5,0	59 313,4	4,0	43 600,4	2,9
États-Unis	5 077,1	0,4	14 007,9	1,1	21 747,4	1,7	38 223,4	2,5	36 528,0	2,5
Japon	5 399,0	0,5	2 080,7	0,2	3 164,7	0,3	3 956,4	0,3	4 193,9	0,3
Inde	148 374,1	12,6	85 783,3	7,0	30 028,0	2,3	82 870,9	5,5	122 259,6	8,2
Chine	8 077,3	0,7	11 108,1	0,9	19 865,8	1,5	70 997,0	4,7	74 753,1	5,0
Thaïlande	1 568,6	0,1	378,8	0,0	889,2	0,1	471,8	0,0	1 251,5	0,1
CEDEAO	545 281,1	46,2	557 949,3	45,3	539 607,6	41,8	591 065,9	39,4	641 910,0	43,2
UEMOA	383 669,7	32,5	409 236,1	33,2	419 088,1	32,5	461 614,2	30,8	509 430,9	34,3
Bénin	11 735,2	1,0	10 689,4	0,9	17 874,2	1,4	14 943,3	1,0	24 701,7	1,7
Burkina Faso	33 707,0	2,9	33 377,7	2,7	33 594,1	2,6	27 073,6	1,8	32 970,1	2,2
Côte d'Ivoire	49 579,4	4,2	51 620,2	4,2	51 733,8	4,0	77 971,4	5,2	81 875,2	5,5
Guinée-Bissau	37 100,2	3,1	46 879,2	3,8	49 251,7	3,8	48 159,7	3,2	42 883,6	2,9
Mali	227 749,5	19,3	238 116,9	19,3	245 520,2	19,0	260 015,0	17,3	289 731,8	19,5
Niaer	8 363,0	0,7	8 308,2	0,7	6 212,1	0,5	15 270,4	1,0	22 351,5	1,5
Togo	15 633,4	1,3	20 244,5	1,6	14 902,0	1,2	18 180,8	1,1	14 917,0	1,0
Autres Etats CEDEAO	161 611,4	13,7	148 713,2	12,1	120 519,5	9,3	129 451,7	8,3	132 479,0	8,9
dont Nioeria	7 165,4	0,6	4 868,6	0,4	7 749,4	0,6	6 389,5	0,4	5 918,0	0,4
Gambie	46 692,9	4,0	50 583,3	4,1	46 044,4	3,6	53 303,2	3,4	50 409,1	3,4
R. Guinée	62 281,1	5,3	63 418,6	5,1	55 817,7	4,3	58 642,9	3,7	50 115,1	3,4
Mauritanie	41 802,6	3,5	36 020,0	2,9	36 048,8	2,8	31 240,6	2,0	45 625,7	3,1
Autres clients	251 568,2	21,3	319 931,7	26,0	408 183,0	31,7	427 151,5	28,5	327 723,7	22,1
Continent américain	6 536,9	0,6	21 803,1	1,8	31 396,1	2,4	46 437,6	3,1	46 575,4	3,1
Continent asiatique	259 955,7	22,0	209 495,4	17,0	194 945,0	15,1	291 963,1	19,5	306 189,5	20,6
Continent africain	601 788,0	51,0	637 704,9	51,8	651 739,2	50,5	745 707,5	49,7	715 524,5	48,2
Continent européen	301 456,6	25,6	344 138,4	27,9	369 768,7	28,7	398 933,4	26,6	404 227,5	27,2
Autres	9 792,8	0,8	18 726,6	1,5	41 690,5	3,3	16 432,0	1,1	12 971,7	0,9

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

I.1.1.b. Evolution des exportations de marchandises générales par groupes de produits

Après cinq années consécutives de hausse, les exportations de marchandises générales se sont inscrites en légère baisse de 0,9%, en relation avec l'évolution des expéditions de produits pétroliers (-23,9%), de phosphates (-45,4%), de produits arachidières (-12,7%) et de sel marin (-6,2%).

Tableau 4 : Exportations de marchandises générales par principaux produits (en millions de FCFA)

Produits	2012	2013	2014	2015	2016
Sel marin	8 869,0	9 192,2	8 378,7	11 602,3	10 957,0
Minerais lourds (Zircon, Titane, etc.)	146,9	259,2	9 918,1	55 069,6	58 524,7
Produits pétroliers	184 006,0	217 316,4	227 473,6	211 954,9	161 364,0
Produits arachidières	20 868,6	33 546,0	29 207,9	85 545,2	75 546,8
Phosphates	8 066,8	9 134,8	17 940,7	34 034,9	18 587,4
Coton	10 990,4	11 622,9	11 257,9	9 074,4	8 598,3
Produits horticoles	25 434,9	43 994,3	47 642,9	44 758,2	51 246,1
Produits de la pêche	134 532,6	155 268,5	191 974,4	203 095,9	217 900
Ciment	111 908,9	81 839,1	91 728,2	104 904,3	122 799,1
Acide phosphorique	140 352,5	81 745,3	51 305,7	94 045,9	115 550,6
Engrais	3 764,5	5 668,2	15 716,8	6 218,0	10 191,3
Produits manufacturés	136 219,6	155 187,6	138 351,0	135 650,1	127 303,4
<i>dont préparations alimentaires diverses</i>	47 843,5	65 459,6	62 703,3	68 624,2	68 552,1
<i>produits textiles et chaussures</i>	13 581,1	28 738,2	37 555,5	37 555,5	44 909,4
Autres produits d'exportation	550 903,7	540 304,6	558 822,9	572 035,0	572 721,5
<i>dont biens d'équipement</i>	64 116,0	51 830,6	84 912,2	77 300,3	54 461,6
TOTAL (Commerce Général FOB)	1 335 917,6	1 344 819,5	1 390 070,5	1 568 985,9	1 551 290,4
Ajustements de valeur	66 049,4	62 657,0	69 411,8	79 851,0	73 379,6
Ajustements de champ couvert	-218 607,3	-169 425,5	-166 743,6	-131 474,8	-124 928,3
Ajustements de chronologie	-3 829,6	-6 182,7	-3 199,3	-17 888,4	-4 253,1
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 179 530,1	1 231 868,4	1 289 539,5	1 499 473,7	1 485 488,6

Sources : BCEAO/ANSD

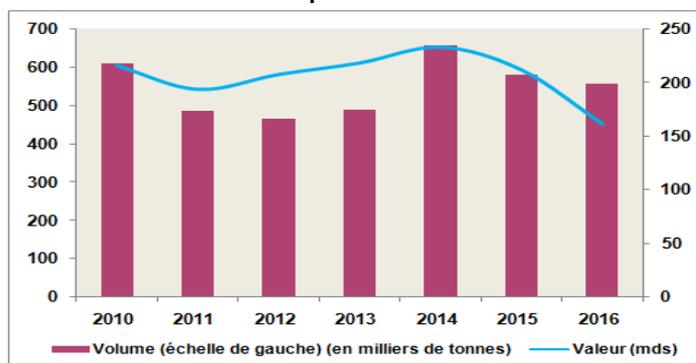
I.1.1.b.1 - Exportations de produits traditionnels

La détente des cours du baril de pétrole s'est poursuivie en 2016, en rapport avec le niveau élevé de l'offre mondiale.

A ce titre, les exportations de produits pétroliers du Sénégal sont passées de 212,0 milliards en 2015 à 161,4 milliards en 2016, à la suite d'une contraction des volumes (-4,2 %) et des prix à l'exportation (-20,6 %).

Les ventes extérieures de produits pétroliers sont réalisées essentiellement avec le Mali.

Graphique 6 : Evolution des exportations de produits pétroliers



Sources : ANSD/BCEAO

Encadré B : Ajustement des données du Commerce Extérieur en Balance des Paiements

Les données nécessaires à l'élaboration de la balance des paiements sont tirées de plusieurs sources notamment, les statistiques du commerce international des biens, les enquêtes auprès des entreprises et les données fournies par les partenaires économiques et financiers.

Les Statistiques du Commerce International de Marchandises (SCIM) sont les principales sources d'informations sur les produits échangés (importation et exportation). Elles peuvent être établies sur la base du commerce spécial ou général. Le second système est recommandé, aux fins des statistiques des comptes internationaux, en ce qu'il retrace les mouvements des biens qui entrent sur le territoire économique, y compris dans les entrepôts de douane et dans les zones franches. Pour une meilleure appréciation des échanges sur les principaux produits importés et exportés, les informations sont complétées par les données recueillies auprès des opérateurs économiques.

En effet, les données fournies par la Douane font état du mouvement physique des biens qui franchissent la frontière, tandis que pour la Balance des Paiements, les transactions sur marchandises générales sont enregistrées à la date de transfert de propriété aux prix du marché. Les biens sont considérés comme changeant de propriétaire lorsque les parties comptabilisent les biens dans leurs livres comme actifs réels et apportent les modifications correspondantes à leurs actifs et passifs financiers.

La disponibilité des différentes informations permet de procéder à des ajustements pour répondre à la méthodologie d'établissement de la balance des paiements, en termes de champ couvert, de transfert de propriété et d'évaluation des transactions.

Ajustements de champ couvert : les statistiques du commerce extérieur sont ajustées des données du commerce frontalier ainsi que des estimations des services douaniers sur le commerce frauduleux. Par ailleurs, un reclassement des exportations d'or non monétaire est effectué pour tenir compte de l'exclusion de ce produit du champ des marchandises générales, conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la balance des paiements.

Ajustements de chronologie : ils sont fondés sur le fait que les transactions enregistrées sont celles effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet de corriger l'écart issu des décalages entre les dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.

Ajustements de valeur : un problème d'évaluation se pose dans certains cas, en raison notamment de l'utilisation de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements.

En pratique, pour chaque produit, le prix du marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et celui résultant des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

Suivant le même profil, les expéditions de produits arachidiers, évaluées à 75,5 milliards en 2016, ont enregistré un repli de 12,7%. Elles représentent 5,1% des exportations totales et sont constituées de graines (60,0 milliards), d'huile brute (15,2 milliards) et de tourteaux (0,4 milliard).

L'essor des exportations de graines d'arachide continue de peser sur celles d'huile brute, contribuant à fragiliser la principale unité industrielle de transformation de corps gras alimentaires en restructuration depuis fin 2015. L'entreprise a, en effet, rencontré des difficultés financières qui se sont ressenties négativement sur les ventes extérieures d'huile brute (-60,9%) et de tourteaux (-77,8%).

Cependant, pour la deuxième année consécutive, la demande asiatique en graines s'est inscrite en hausse (+30,5% en 2016) ce qui a permis de contenir la baisse des exportations de produits arachidiers.

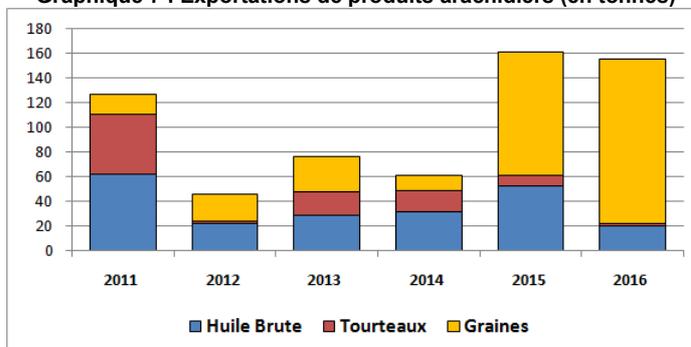
Représentant 20,1% des exportations totales, les ventes de produits halieutiques se sont bien comportées en 2016, profitant de l'augmentation des débarquements. Elles sont ressorties à 286,1 milliards contre 265,0 milliards un an plus tôt, à la faveur d'un accroissement des expéditions de poissons congelés (+6,4%), de poissons frais (+20,0%) et de produits transformés (+25,8%). Les exportations de conserves se sont, pour leur part, inscrites en net retrait (-57,3%), en relation avec l'activité de production.

L'activité économique interne a été marquée par un accroissement sensible de la valeur ajoutée (+39,2%) de la branche «fabrication de produits chimiques», sous l'effet du redressement des Industries Chimiques du Sénégal entamé depuis 2014.

Dans ce contexte, les exportations d'acide phosphorique et d'engrais solide ont enregistré des hausses respectives de 47,5% et 71,4% et sont évaluées à 124,1 milliards et 10,8 milliards en 2016.

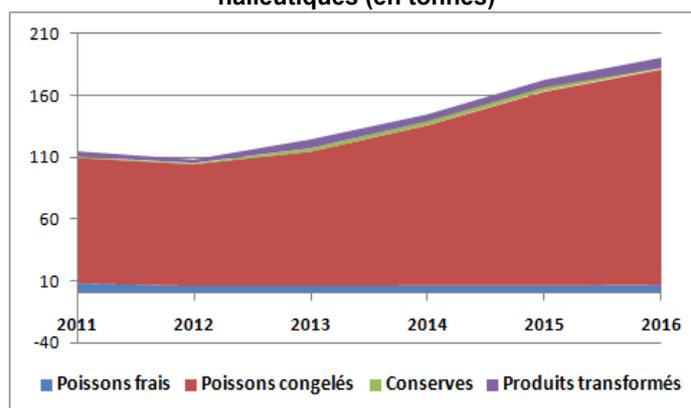
Les exportations d'acide phosphorique sont destinées essentiellement à l'Inde.

Graphique 7 : Exportations de produits arachidiers (en tonnes)



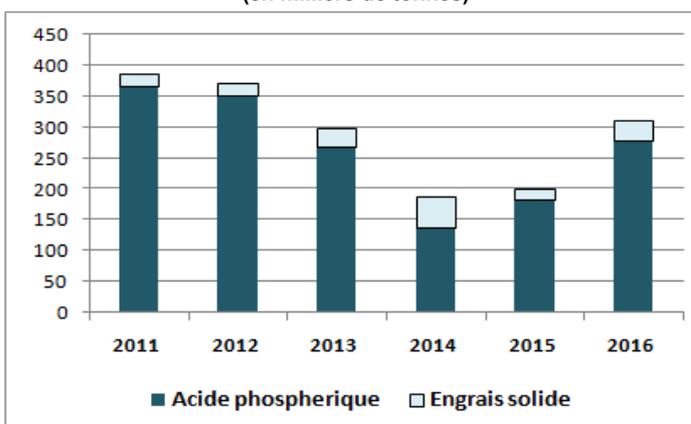
Sources : BCEAO / ANSD

Graphique 8 : Evolution des exportations de produits halieutiques (en tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

Graphique 9 : Exportations de produits chimiques (en milliers de tonnes)



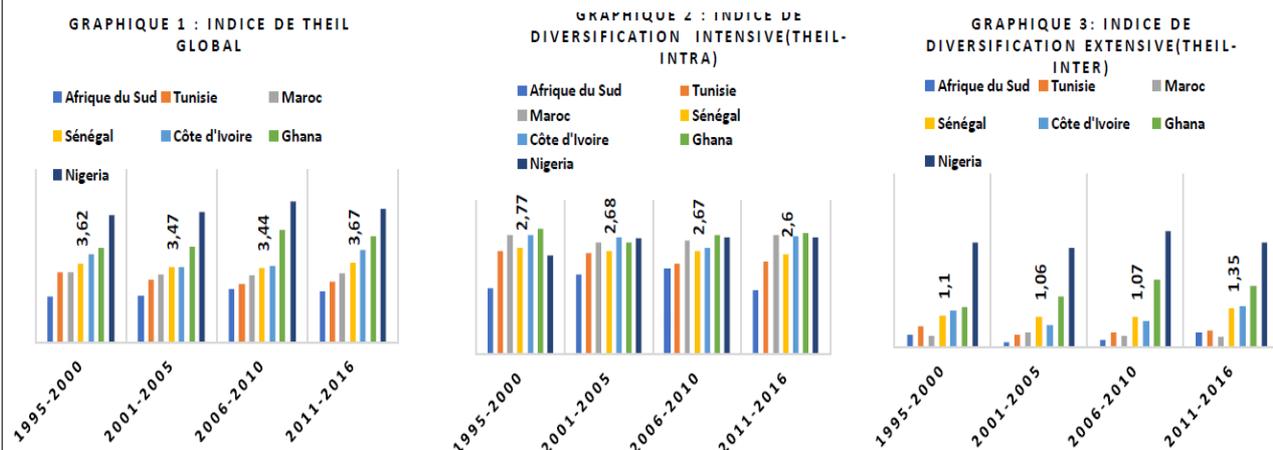
Sources : BCEAO / ANSD

Encadré C : Diversification des exportations au Sénégal

Dans un contexte mondial où les crises économiques peuvent se présenter de manière soudaine, il incombe aux Etats de prendre des mesures idoines pour amoindrir les chocs affectant leurs économies. La diversification de la structure des exportations constitue un moyen efficace de prévention contre les chocs extérieurs en atténuant les effets négatifs de la volatilité des prix de certains produits.

Cet encadré cherche à mesurer le degré de diversification des exportations du Sénégal, suite aux efforts consentis en la matière par le pays dans un contexte où les prix des matières premières devraient rester durablement bas (FMI, perspectives économiques régionale, 2017). Une comparaison avec certains pays de référence est également effectuée.

Evolution de l'indice de diversification des exportations.



Note : L'indice est d'autant plus faible que les exportations sont diversifiées.

Source : Calcul des auteurs sur la base des données CNUCED. Le nombre de produits est de 256 selon la classification CTCL. Selon les pays, tous les produits ne sont pas utilisés pour chaque année.

La diversification des exportations peut être mesurée à travers plusieurs approches (Indice de Theil, Herfindhal, et Gini). Dans cette étude l'indice de Theil¹ est utilisé pour déterminer le degré de diversification des exportations. En effet, cet indice possède des propriétés de décomposition permettant de désagréger la diversification globale en diversification intra-groupe (marge intensive) et intergroupe (marge extensive). Ainsi, la marge intensive mesure l'entrée de nouveaux produits dans une branche d'exportation tandis que la marge extensive permet d'apprécier l'augmentation du nombre de branches d'exportation ou l'apparition de nouveaux marchés.

L'évolution tendancielle de l'indice de Theil global montre une amélioration de la diversification des exportations du Sénégal sur la période 1995-2010 (graphique 1). Toutefois, une légère dégradation a été notée entre 2011-2016. Il ressort également de l'analyse que les exportations de l'Afrique du Sud, du Maroc et de la Tunisie sont plus diversifiées que celles du Sénégal. En revanche, le pays fait mieux que le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, les observations révèlent une corrélation positive et significative entre la diversification et le taux de croissance du Sénégal.

La diversification intensive des exportations du Sénégal affiche une évolution relativement constante (graphique 2) alors que celle extensive s'est inscrite dans une tendance stable entre 1995 et 2010, avant de subir une dégradation après 2010 (graphique 3). Il est également constaté que la diversification des exportations est plus extensive qu'intensive.

Globalement, le Sénégal a un niveau de diversification relativement appréciable en comparaison avec le Ghana, le Nigeria et la Côte d'Ivoire mais encore faible par rapport aux pays tels que l'Afrique du Sud, la Tunisie et le Maroc. Bien qu'une amélioration soit notée entre 1995 et 2010, les résultats semblent indiquer une légère détérioration sur la période récente.

¹ Pour la formule de l'indice de Theil, confère le document « Diversification et sophistication comme levier de la transformation structurelle des économies Nord Africaines » des Nations Unies en 2013 (page 46). Plus l'indice est proche de 0, plus les exportations sont diversifiées.

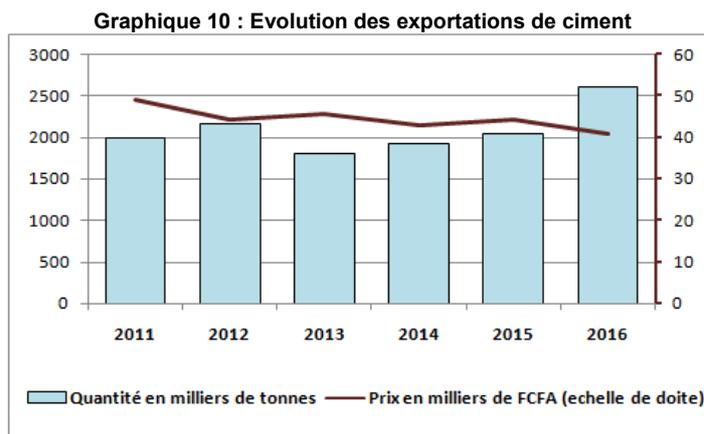
Tableau 5 : Exportations de marchandises générales ajustées (en millions, en tonne, en FCFA/kg)

	2012		2013		2014		2015		2016	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Sel marin	11 295,0	1,0	10 483,0	0,9	10 883,0	0,8	17 547,3	1,2	16 453,7	1,1
Volume	212,4		203,7		203,4		342,8		363,7	
Prix	53,2		51,5		51,6		51,2		45,2	
Produits Pétroliers	207 755,0	17,6	218 534,0	17,7	233 343,6	18,1	211 954,9	14,1	161 364,0	10,9
Volume	462,6		487,8		572,4		578,2		554,1	
Prix	449,1		448,0		407,7		366,6		291,2	
Produits arachidières	20 868,6	1,8	33 546,0	2,7	29 545,1	2,3	86 545,2	5,8	75 546,8	5,1
Huile Brute	13 873,2	1,2	18 252,4	1,5	20 783,7	1,6	38 952,5	2,6	15 215,5	1
Quantité	22,2		28,7		34,1		52,3		19,5	
Prix	624,6		635,7		609,6		754,5		778,6	
Tourteaux	146,3	0,0	4 160,2	0,3	3 997,0	0,3	1 640,6	0,1	364,0	0
Quantité	1,2		18,9		17,0		8,5		2,2	
Prix	203,5		211,5		214,7		192,2		165,0	
Graines	6 849,1	0,6	11 133,4	0,9	4 764,4	0,4	45 952,1	3,1	59 967,3	4
3,1Quantité	22,2		28,5		12,8		99,8		133,8	
Prix	308,5		390,6		372,9		460,6		448,2	
Phosphates	8 066,8	0,7	9 134,8	0,7	16 170,0	1,3	34 034,9	2,3	18 587,4	1,3
Quantité	208,1		287,5		500,6		752,4		472,6	
Prix	38,8		31,8		32,3		45,2		39,3	
Coton	11 270,0	1,0	12 519,0	1,0	12 819,0	1,0	9 074,4	0,6	8 598,3	0,6
Quantité	12,5		13,7		13,5		12,7		11,6	
Prix	898,6		915,6		991,6		714,7		744,0	
Ciment	95 483,0	8,1	81 839,1	6,6	82 393,0	6,4	90 902,0	6,1	106 446,2	7,2
Quantité	2 159,5		1 804,0		1 918,4		2 052,9		2 614,6	
Prix	44,2		45,4		42,9		44,3		40,7	
Produits de la Pêche	176 833,0	15,0	204 990,5	16,6	232 963,2	18,1	264 980,0	17,7	286 129,7	19,3
Poissons frais	36 296,9	3,1	36 676,0	3,0	40 834,1	3,2	38 517,5	2,6	46 232,6	3,1
Quantité	6,0		6,1		6,4		6,3		6,9	
Prix	6 082,9		6 357,0		6 423,4		6 160,0		6 677,4	
Poissons congelés	134 526,5	11,4	152 646,0	12,4	178 236,0	13,8	211 774,5	14,1	225 539,3	15,2
Quantité	98,8		108,8		129,8		157,1		165,0	
Prix	1 361,7		1 403,0		1 373,1		1 348,4		1 367,3	
Conserves	1 154,5	0,1	4 079,0	0,3	4 867,4	0,4	4 990,0	0,3	2 128,7	0,1
Quantité	0,8		2,8		3,3		3,6		1,6	
Prix	1 413,0		1 455,0		1 472,9		1 377,2		1 331,8	
Produits transformés	4 855,0	0,4	11 589,0	0,9	9 025,7	0,7	9 698,0	0,6	12 229,2	0,8
Quantité	2,9		7,1		5,6		6,1		8,1	
Prix	1 669,1		1 632,0		1 609,4		1 577,2		1 509,6	
Produit des ICS	162 093,5	13,7	95 615,2	7,8	62 106,8	4,8	90 429,9	6,0	134 860,1	9,1
Acide phosphorique	158 329,0	13,4	89 947,0	7,3	46 390,0	3,6	84 128,4	5,6	124 056,8	8,4
Quantité	348,6		266,4		135,2		180,1		277,2	
Prix	454,2		337,6		343,0		467,2		447,6	
Engrais solide	3 764,5	0,3	5 668,2	0,5	15 716,8	1,2	6 301,5	0,4	10 803,3	0,7
Quantité	22,0		30,9		50,5		18,5		31,4	
Prix	171,1		183,2		311,4		339,8		344,4	
Autres	485 865,2	41,2	565 206,8	45,9	609 311,8	47,2	694 005,0	46,2	677 502,3	45,6
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 179 530,1	100	1 231 868,4	100,0	1 289 539,5	100	1 499 473,7	100,0	1 485 488,6	100,0

Sources : ANSD/BCEAO

Evaluées à 106,4 milliards, les exportations de ciment ont augmenté de 17,1% comparativement à leur niveau de l'année précédente (90,9 milliards). Cette évolution est liée à la progression des quantités expédiées (+27,4%) dans un contexte de diminution des prix à l'exportation (-8,1%), en relation avec l'augmentation de l'offre et la concurrence de nouveaux fournisseurs.

Les ventes sont réalisées essentiellement vers les pays limitrophes (Mali, Gambie, Guinée Bissau, etc.).



Sources : BCEAO/ANSD

I.1.1.b.2 - Or non monétaire

Les ventes extérieures d'or non monétaire ont partiellement atténué la contre-performance des exportations de marchandises générales. En effet, les expéditions d'or non monétaire sont passées de 168,5 milliards en 2015 à 216,4 milliards en 2016, sous l'effet d'une hausse combinée des quantités et des cours mondiaux.

En effet, le statut de valeur refuge de l'or s'est renforcé en 2016, à la suite d'un contexte économique international marqué par les incertitudes liées au Brexit et à la volatilité des marchés financiers. Une augmentation sensible du cours du métal précieux (+8,0%) a ainsi été enregistrée.

Graphique 11 : Exportations d'or non monétaire (en milliards)



Sources : BCEAO/ANSD

I.1.2. Importations de biens

Les achats de biens à l'étranger, mesurés par leur valeur CAF, se sont repliés de 3,4% pour ressortir à 3.222,0 milliards en 2016, sous l'effet d'une baisse significative de la facture pétrolière, en relation avec l'évolution des cours mondiaux du pétrole brut. Les acquisitions de biens d'équipement ont augmenté en liaison avec les investissements réalisés.

En 2016, Les importations de biens ont représenté 25,1% du PIB contre 27,9% en 2015. La structure des achats, par zone géographique, laisse apparaître une prédominance des approvisionnements en provenance des continents européen et asiatique.

Les importations (FOB) sont ressorties à 2.868,2 milliards en 2016 contre 2.943,6 milliards en 2015, en rapport avec la contraction de la facture énergétique et, dans une moindre mesure, des acquisitions de produits alimentaires. En revanche, une légère augmentation des achats de biens d'équipement et de biens intermédiaires a été notée en 2016. Rapportées au PIB, les importations de biens se chiffrent à 24,7%, en baisse de 3,2 points par rapport à l'année précédente.

I.1.2.a. Orientation géographique des importations

En 2016, le Sénégal a continué de s'approvisionner majoritairement auprès des continents européen et asiatique qui couvrent respectivement 45,5% et 29,5% des parts de marché. Les achats en provenance des pays africains représentent, quant à eux, 17,0% alors que le continent américain fournit 6,8% des importations, soit 0,3 point de plus, comparativement à l'année précédente.

S'agissant plus spécifiquement des échanges avec le continent africain, ils sont passés de 648,6 milliards en 2015 à 549,1 milliards en 2016, en relation notamment avec la baisse des achats de biens en provenance du Nigeria (-18,4 milliards), constitués principalement de produits pétroliers non raffinés.

En ce qui concerne le marché européen, la diminution des acquisitions a été plus forte (-117,1 milliards), du fait de la prépondérance des produits pétroliers raffinés dans les approvisionnements.

Tableau 6 : Orientation géographique des importations (valeur en millions de FCFA)

	2012		2013		2014		2015		2016	
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
Importations CAF	3 261 448,0	100,0	3 287 129,0	100,0	3 244 956,2	100	3 334 831,3	100,0	3 221 960,3	100,0
Union Européenne	1 250 301,0	38,3	1 404 526,0	42,7	1 446 115,2	44,6	1 337 308,2	40,1	1 239 484,6	38,5
dont : France	479 433,0	14,7	504 559,0	15,3	534 284,2	16,5	545 332,9	16,4	511 525,8	15,9
Etats-Unis	81 536,0	2,5	88 331,0	2,7	69 247,7	2,1	87 598,8	2,6	72 060,3	2,2
Japon	68 490,0	2,1	70 790,0	2,2	66 523,9	2,1	77 110,6	2,3	73 128,1	2,3
Inde	215 256,0	6,6	203 997,0	6,2	191 476,3	5,9	210 020,4	6,3	245 164,4	7,6
Thaïlande	55 445,0	1,7	47 123,0	1,4	61 841,9	1,9	62 259,9	1,9	58 727,1	1,8
Chine	192 425,0	5,9	247 088,0	7,5	237 133,5	7,3	323 610,6	9,7	331 724,6	10,3
CEDEAO	587 070,0	18,0	499 628,0	15,2	403 935,7	12,4	453 046,6	13,6	470 866,9	14,6
UEMOA	198 894,0	6,1	144 458,0	4,4	137 962,7	4,3	161 162,4	4,8	184 615,1	5,7
Bénin	28 750,0	0,9	18 830,0	0,6	18 553,1	0,6	16 885,7	0,5	15 534,8	0,5
Burkina Faso	5 747,0	0,2	4 207,0	0,1	1 370,4	0,1	3 477,8	0,1	4 697,4	0,1
Côte d'Ivoire	115 035,0	3,5	72 958,0	2,2	72 977,7	2,3	75 579,6	2,3	75 433,1	2,3
Guinée-Bissau	3 595,0	0,1	3 653,0	0,1	6 773,8	0,2	3 770,3	0,1	2 890,2	0,1
Mali	34 981,0	1,1	38 910,0	1,2	20 520,3	0,6	52 067,8	1,6	79 167,9	2,5
Niger	4 941,0	0,2	801,0	0,0	867,0	0,0	787,6	0,0	738,4	0,0
Togo	5 845,0	0,2	5 099,0	0,2	16 900,4	0,5	8 593,6	0,3	6 153,3	0,2
Autres États CEDEAO	388 176,0	11,9	355 169,0	10,8	265 973,0	8,2	291 884,2	8,8	286 251,8	8,9
Dont Nigeria	387 411,0	11,9	347 350,0	10,6	249 615,0	7,7	267 950,7	8,0	249 594,1	7,7
Gambie	615,0	0,0	554,0	0,0	770,6	0,0	642,6	0,0	138,0	0,0
R. Guinée	150,0	0,0	302,0	0,0	567,0	0,0	4 190,9	0,1	1 952,2	0,1
Mauritanie	3 261,0	0,1	4 262,0	0,1	2 861,0	0,1	2 927,5	0,1	5 224,9	0,2
Autres fournisseurs	807 663,0	24,8	721 385,0	21,9	765821,0	23,6	780 948,7	23,4	725 579,4	22,5
Continent américain	293 530,0	9,0	239 506,0	7,3	236 168,7	7,3	215 917,5	6,5	218 512,4	6,8
Continent asiatique	724 042,0	22,2	781 817,0	23,8	774 015,0	23,9	864 346,6	25,9	949 689,2	29,5
Continent africain	675 120,0	20,7	652 414,0	19,8	580 104,7	17,9	648 580,5	19,5	549 144,5	17,0
Continent européen	1 523 096,0	46,7	1 577 194,0	48,0	1 596 044,3	49,2	1 573 319,3	47,1	1 456 244,0	45,2
Autres	45 660,0	1,4	36 197,0	1,1	58 623,3	1,7	32 667,4	1,0	48 370,2	1,5

Sources : ANSD/BCEAO

I.1.2.b. Composition des importations de biens

L'analyse de la contribution des principaux produits à l'évolution des importations fait ressortir une hausse notable des acquisitions de biens d'équipement au cours des deux dernières années. En effet, les achats de biens d'équipement sont passés de 848,6 milliards en 2015 à 857,0 milliards en 2016, soit 26,7% de la valeur CAF des importations de marchandises générales, en relation avec un accroissement des achats de matériels de transport.

Tableau 7 : Evolution des importations (CAF) de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016
Produits alimentaires	637 618,5	641 098,9	598 433,1	629 708,4	618 393,2
Autres biens de consommation	329 013,2	347 420,2	366 128,6	389 915,4	366 080,8
Produits pétroliers	943 671,5	959 354,3	956 199,3	778 698,1	637 408,4
Biens intermédiaires	665 099,8	587 254,3	595 440,3	624 474,0	644 891,3
Biens d'équipement	655 421,4	685 404,5	652 706,8	848 600,7	856 972,1
Produits Divers	58 669,4	66 469,4	81 814,5	87 585,9	94 747,8
TOTAL (Commerce Général CAF)	3 289 493,8	3 287 001,5	3 250 722,5	3 358 982,6	3 218 493,5
Ajustements de valeur	-13 682,6	-10 867,8	-15 889,1	-13 878,5	-9 926,8
Ajustements de chronologie	-51 773,4	-31 590,0	-45 254,0	-46 921,4	-38 768,1
Ajustements de champ couvert	37 410,5	42 585,0	55 376,8	46 248,8	52 161,7
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	3 261 448,4	3 287 128,8	3 244 956,2	3 334 431,3	3 221 960,3

Sources : ANSD/BCEAO

Pour sa part, la facture alimentaire s'est repliée de 1,8%, sous l'effet d'une diminution des importations de riz (-15,5%), de lait (-12,0%) et de blé (-11,8 %). La baisse des approvisionnements en riz est liée à celle des quantités, alors celle des achats de produits laitiers est imprimée par le repli des prix de cette denrée sur le marché international.

- **Les produits pétroliers**

En ce qui concerne les produits pétroliers, l'évolution favorable des cours mondiaux du baril de pétrole a permis de contenir la facture évaluée à 637,4 milliards qui représente 19,8% des importations totales en 2016 contre 23,4% en 2015.

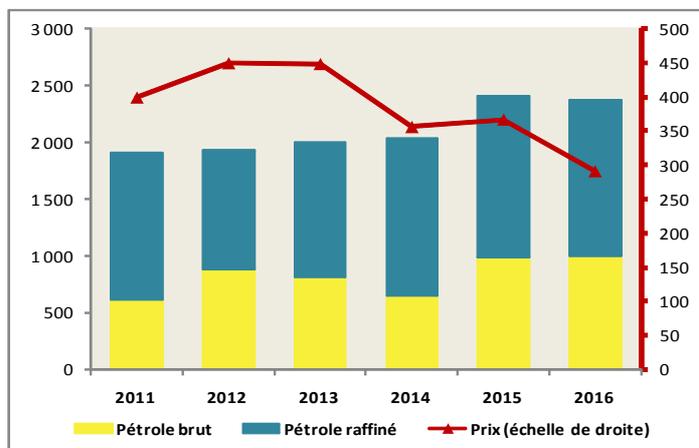
Reflétant la baisse des prix internationaux du pétrole, la facture énergétique s'est allégée aussi bien pour les produits finis (-13,8%) que pour le pétrole brut (-10,3%).

Ainsi, les quantités importées de produits finis et les prix à l'import ont diminué respectivement de 3,1% et de 11,0%.

Pour ce qui est du pétrole brut, une hausse de 0,8% des volumes a été enregistrée.

Les approvisionnements en produits pétroliers proviennent essentiellement du Nigeria, pour le pétrole brut, et du continent européen pour les produits raffinés.

Graphique 12 : Importations de produits pétroliers (quantité en milliers de tonnes, prix en milliers de FCFA/tonne)



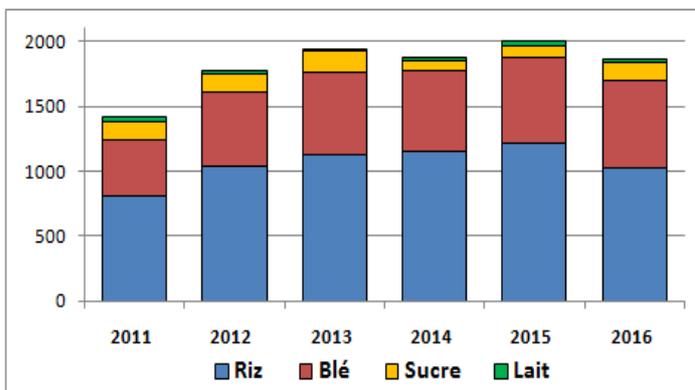
Sources : BCEAO / ANSD

• **Les produits alimentaires**

Une baisse de 11,3 milliards de la facture alimentaire a été enregistrée en 2016, à la faveur d'un repli des achats à l'étranger de riz, de blé et de lait.

Les acquisitions de riz sont ressorties à 1.026,2 tonnes en 2016 contre 1.222,3 tonnes un an auparavant, soit un repli de 16,1%, dans un contexte d'augmentation de la production rizicole de 4,9%. Les prix à l'import se sont, quant à eux, inscrits en légère hausse de 0,5%.

Graphique 13 : Importations de produits alimentaires (en tonnes)



Sources : BCEAO / ANSD

En ce qui concerne les produits laitiers, la baisse des achats à l'étranger résulte exclusivement de la contraction des cours (-18,2%) en 2016, les volumes ayant augmenté de 7,6%. Pour leur part, les approvisionnements en blé ont diminué de 11,8% au cours de la période, sous l'effet de l'évolution des prix (-13,7%), les quantités importées ayant progressé de 2,2%.

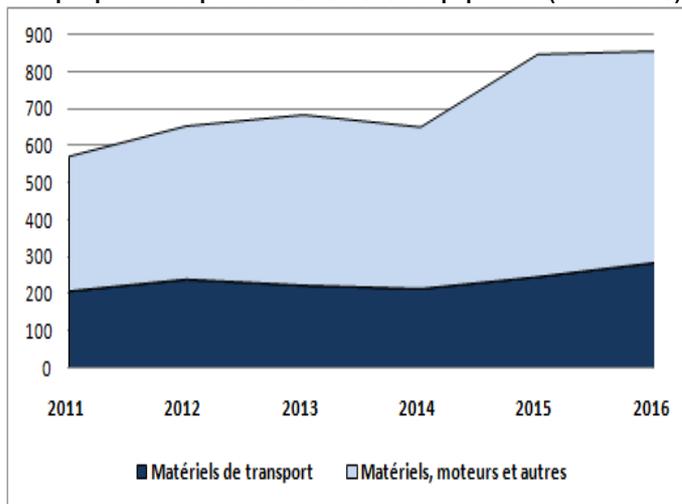
• **Les biens d'équipement**

Dominées par la catégorie «machines, moteurs et autres biens» (66,7% en moyenne sur la période 2012-2016), les importations de biens d'équipement ont été tirées, en 2016, par des acquisitions de matériels de transport qui sont ressorties à 287,9 milliards (+15,3%).

S'agissant des achats de machines, moteurs et autres biens d'équipement, ils sont inscrits en baisse, passant de 420,5 milliards en 2015 à 397,2 milliards en 2016.

Ce repli s'explique par le niveau élevé des importations des ces biens en 2015.

Graphique 14 : Importations de biens d'équipement (en milliards)



Sources : BCEAO/ANSD

Encadré D : Substitution des importations de riz par la production locale

Le Sénégal est devenu le plus gros consommateur de riz en Afrique de l'Ouest après le Nigeria, avec une consommation annuelle atteignant 90 kg par habitant. Au cours des cinq dernières années, le volume importé de riz est ressorti en moyenne à 1.103.000 tonnes, soit une valeur de 217 milliards par an. Sur la même période, les dépenses consacrées aux importations de riz ont représenté 6,6% des importations totales et représenté environ 33% du déficit du compte courant.

Face à un environnement mondial marqué par une volatilité des prix et des incertitudes sur les productions agricoles, le Gouvernement du Sénégal a fait de l'autonomie alimentaire une préoccupation majeure, conforté par les potentialités naturelles du pays.

Dans cette perspective, la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA), qui constituait à la fois un vaste plan d'urgence et un programme stratégique, a été lancée en 2008 dans un contexte favorable à la relance de la riziculture. Cette initiative était accompagnée du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR).

En 2014, l'Etat du Sénégal a mis en place le Programme d'Accélération de la Mise en Œuvre du Volet Riz dans le cadre du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS). Cette nouvelle orientation de la politique d'autosuffisance en riz fait suite aux actions et résultats qui ont marqué le PNAR. Dans ce cadre, le Gouvernement s'était fixé pour objectif d'atteindre, en 2017, le seuil de 1.600.000 tonnes de riz paddy, ce qui équivaldrait à une baisse sensible des importations.

Sous ce rapport, il convient d'analyser l'impact des politiques de promotion de la riziculture sur la dynamique de substitution des importations de riz au profit de la production locale.

L'examen du graphique D.1 fait ressortir que les importations de riz rapportées aux importations totales ont connu une tendance baissière passant de 9% en 2000 à 6% en 2016. Sur la même période, le ratio entre la production domestique de riz et les importations a observé une hausse sensible, atteignant 65% en 2016, soit plus du triple de son niveau de l'année 2000.

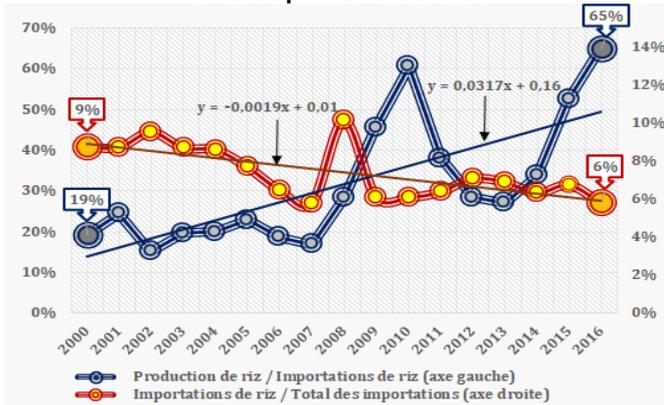
Afin d'examiner l'impact de la diminution progressive de la part des importations de riz peut être imputée à l'augmentation du volume de la production locale, le test de causalité de Granger est effectué. Celui-ci conduit au rejet de l'hypothèse selon laquelle « la production locale de riz n'influe pas sur les importations de riz » alors que l'hypothèse stipulant que « les importations de riz n'influent pas sur la production locale de riz » ne peut être écartée.

Ainsi, les résultats du test de causalité militent en faveur d'un effet d'entraînement de la culture rizicole locale sur les importations.

Par ailleurs, pour apprécier les modifications de la consommation et de la production de riz, induites par les variations du différentiel de prix à l'import et au producteur, il convient d'évaluer l'élasticité-prix de la demande de riz importé. Celle-ci indique le pourcentage de baisse (de hausse) des importations lorsque le prix relatif du produit importé augmente (diminue) de 1%².

L'évolution tendancielle de cette élasticité (graphique D.2) montre une sensibilité graduelle des importations de riz aux mouvements du prix relatif, à partir de 2008.

Graphique D.1 : Evolution des importations de riz et de la production locale



Graphique D.2 : Evolution de l'élasticité-prix de la demande d'importation



²La formule générale est donnée par : $(dM/dp)/(p/M)$ où le prix relatif $p = p_M/p_D$.

Encadré D (suite) : Substitution des importations de riz par la production locale

Le passage d'une demande d'importation en riz d'un état inélastique, au début des années 2000, à une flexibilité plus élevée témoigne de l'importance accrue conférée par les consommateurs à la culture locale.

L'élasticité de la demande d'importation est également déterminée par trois composantes différentes à savoir : l'élasticité de substitution pure de la demande (qui mesure l'effet de substitution), la propension à importer (qui détermine l'effet de revenu) et l'élasticité de la production locale concurrençant les importations (qui mesure la réaction de la production intérieure). Ces trois paramètres se retrouvent dans la fonction de demande d'importation dont une estimation est proposée ci-dessous.

Estimation de la fonction d'importation de riz (relation de cointégration)

$$\log(M_{\text{riz}}) = -3,21 + 2,42 \cdot \log(YD) - 0,54 \cdot \log(Pm_{\text{riz}}) - 0,34 \cdot \log(Prod_{\text{riz}})$$

(-2,51**) (2,43**) (-4,29***) (-4,18***)

Notes : l'application du test ADF a révélé que toutes les variables du modèle sont I(1). En outre, l'hypothèse d'une relation de cointégration ne peut être rejetée.

Signification des variables : Importations de riz (M_{riz}), Revenu disponible (YD), Prix à l'import (Pm_{riz}), Production locale de riz ($Prod_{\text{riz}}$)

Nombre d'observations : 17 ; R^2 : 0,96

Il résulte de cette relation que le prix à l'importation de riz et la culture domestique de riz exercent des effets négatifs et significatifs sur la demande d'importation. En particulier, des hausses de 1% du prix des importations et de la production de riz paddy entraînent des baisses respectives de 0.54% et 0,34% des importations.

Ainsi, si la transition vers l'autosuffisance en riz est avérée, à plusieurs égards, il est essentiel que les prérequis pour sa réussite soient réunis. Il s'agira notamment de consolider les acquis en matière de production et de commercialisation du riz local. A cet égard, il conviendrait de renforcer les actions visant la facilitation de l'accès au foncier, la maîtrise de l'eau, la levée des goulots d'étranglement liés à l'écoulement du produit et la valorisation du riz local de meilleure qualité.

**Tableau 8 : Evolution des importations de marchandises générales ajustées
(CAF en milliards de FCFA, Volume en milliers de tonnes)**

	2012		2013		2014		2015		2016	
	valeur	%								
Produits alimentaires	639,1	19,6	641,1	19,5	598,4	18,4	629,7	18,8	618,4	19,2
Riz	231,4	7,1	227,8	6,9	205,6	6,3	226,4	6,8	191,3	5,9
Volume	1 040,9		1 123,8		1 156,8		1 222,3		1 026,2	
Prix	222,3		202,7		177,8		185,5		186,4	
Blé	97,0	3,0	95,2	2,9	88,2	2,7	88,8	2,7	78,3	2,4
Volume	568,6		585,1		614,8		654,5		668,5	
Prix	170,5		162,7		143,4		135,7		117,1	
Sucre	50,2	1,5	52,4	1,6	22,7	0,7	26,4	0,8	48,7	1,5
Volume	137,2		159,9		73,7		89,0		135,3	
Prix	365,5		327,5		308,2		296,8		360,0	
Lait	48,4	1,5	37,3	1,1	41,5	1,3	42,0	1,3	36,9	1,1
Volume	30,9		22,8		23,3		30,2		32,4	
Prix	1 563,0		1 634,7		1 776,9		1 391,3		1 138,1	
Autres	212,2	6,5	228,4	6,9	240,4	7,4	246,2	7,4	263,2	8,2
Volume	624,9		591,2		656,6		556,7		625,3	
Prix	339,5		386,3		366,2		439,8		420,9	
Produits pétroliers	943,7	28,9	959,3	29,2	939,8	29,0	778,7	23,4	637,4	19,8
Pétrole brut	305,4	9,4	285,6	8,7	212	6,6	201,9	6,1	181,2	5,6
Volume	879,8		819,7		648,2		987,8		996,0	
Prix	347,1		348,4		327,1		204,4		181,9	
Produits finis	470,6	14,4	528,4	16,1	584,9	18,0	419,9	12,6	362,0	11,2
Volume	1 056,1		1 180,0		1 385,7		1 418,9		1 374,7	
Prix	445,6		447,8		422,1		295,9		263,4	
Autres produits pétroliers	167,7	5,1	145,3	4,4	142,9	4,4	156,9	4,7	94,2	2,9
Biens intermédiaires	665,1	20,4	587,3	17,9	595,4	18,4	624,5	18,7	644,9	20,0
Biens d'équipement	655,4	20,1	685,4	20,9	652,7	20,1	848,6	25,4	857,0	26,6
Matériels de transport	242,9	7,4	226,6	6,9	217,6	6,7	249,7	7,5	287,9	8,9
Machines & moteurs	319,6	9,8	331,1	10,1	305,7	9,4	420,5	12,6	397,2	12,3
Autres produits	93,0	2,9	127,7	3,9	129,5	4,0	178,4	5,3	171,9	5,4
Autres Biens	358,2	11,0	414,0	12,6	458,5	14,1	453,4	14,2	464,3	14,4
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	3 261,4	100,0	3 287,1	100,0	3 244,9	100,0	3 334,8	100,0	3 221,9	100,0

Sources : ANSD / BCEAO

I.2- BALANCE DES SERVICES

Le déficit de la balance des services s'est dégradé de 4,2 milliards. Cette évolution est imputable à la baisse de l'excédent des autres services. En revanche, les soldes du poste voyages ainsi que des transports se sont améliorés.

Tableau 9 : Evolution des principaux soldes de la balance des services (en millions de FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016
Transports	-314 437,0	-321 705,0	-319 577,8	-340 631,8	-328 155,2
dont Fret	-293 200,0	-295 900,0	-293 674,4	-301 592,7	-287 929,3
Voyages	134 279,0	142 774,0	135 818,0	138 985,7	144 104,1
Autres Services	125 247,0	123 018,0	117 946,4	133 146,1	111 291,9
Services	-54 911,0	-55 913,0	-65 577,5	-68 500,0	-72 759,2

Source : BCEAO

I.2.1. Transports

Le solde des services de transport s'est atténué de 12,4 milliards en s'établissant à 328,2 milliards contre 340,6 milliards l'année précédente. L'amélioration observée est liée à l'allègement du fret (287,9 milliards contre 301,6 milliards), en lien avec le recul de importations.

Tableau 10 : Evolution des transports (en millions de FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016
Passagers	-21 458,0	-28 895,0	-36 520,0	-47 235,2	-47 912,2
Fret (net)	-293 200,0	-295 900,0	-293 674,4	-301 592,7	-287 929,3
Autres activités connexes	267,0	3 211,0	10 670,6	8 072,3	7 523,4
Solde	-314 437,0	-321 705,0	-319 577,8	-340 755,6	-328 318,1

Source : BCEAO

I.2.2. Voyages

Dans la continuité de l'année précédente, l'excédent du poste voyages s'est consolidé aussi bien pour les voyages à titre professionnel que personnel.

Au total, les recettes touristiques³ sont évaluées à 230,9 milliards contre 217,9 milliards l'année précédente. L'accroissement des revenus touristiques reflète, en partie, les mesures prises par l'Etat pour renforcer la compétitivité de la destination Sénégal ainsi que des produits et services touristiques, qui se sont traduites par un retour de certains Tours Operators.

Tableau 11 : Evolution du poste voyages (en millions de FCFA)

Années		2012	2013	2014	2015	2016
Voyages		134 279,0	142 774,0	135 818,0	138 985,7	144 104,1
A titre professionnel	crédit	42 963,0	45 190,0	43 675,0	44 199,1	46 227,4
	débit	36016	38 096,0	38 134,7	38 748,0	42 054,9
A titre personnel	crédit	164 850,0	171 540,0	165 444,9	173 668,1	184 706,4
	débit	37 518,0	35 860,0	35 167,2	40 133,5	44 774,8

Source : BCEAO

³ Les recettes ont été appréciées sur la base de la dépense journalière et de la durée de séjour qui varient selon le site d'hébergement.

I.2.3. Autres services

Pour sa part, le solde du compte des autres services s'est replié de 21,9 milliards par rapport à l'année 2015. Cette évolution est liée à celle du solde des services de télécommunications (72,4 milliards contre 83,4 milliards) et des autres services aux entreprises (22,7 milliards contre 32,9 milliards).

Tableau 12 : Evolution des autres services (en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Autres services	125 247,3	123 017,5	117 946,4	133 146,1	111 291,9
Travaux de construction	14 088,2	6 890,9	7 341,9	6 755,1	9 473,7
Services d'assurance et de retraite	-59 489,0	-59 207,3	-58 448,0	-60 874,8	-62 052,9
Services financiers	-2 431,3	-2 764,1	-384,8	-403,3	-703,1
Services des télécommunications	70 787,6	90 218,5	77 829,8	83 392,9	72 372,1
Autres services aux entreprises	41 844,6	34 822,8	35 420,1	32 969,8	22 736,5
Biens et services des administrations non considérés ailleurs	56 268,1	59 460,5	59 266,6	74 139,6	69 465,6

Source : BCEAO

I.3. COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production).

Au cours de l'année 2016, le déficit du compte de revenu primaire s'est aggravé de 63,9 milliards pour ressortir à 295,4 milliards, en liaison avec les paiements au titre des revenus des investissements qui ont augmenté de 65,8 milliards. Le déficit du compte des revenus primaires a été partiellement atténué par l'excédent au titre des rémunérations des salariés (+1,8 milliard).

Tableau 13 : Evolution des soldes du compte de revenu primaire (en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Rémunération des salariés	46 976,2	51 034,3	51 244,1	53 975,1	55 776,2
Revenus des investissements	-206 694,8	-216 178,0	-242 562,8	-290 331,9	-356 103,3
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-47 300,0	-51 900,0	-57 441,0	-84 043,0	-97 750,4
Autres revenus primaires	5 879,0	5 667,7	4 826,5	4 836,3	4 944,0
Revenu primaire net	-153 840,0	-159 476,0	-186 512,3	-231 520,4	-295 383,4

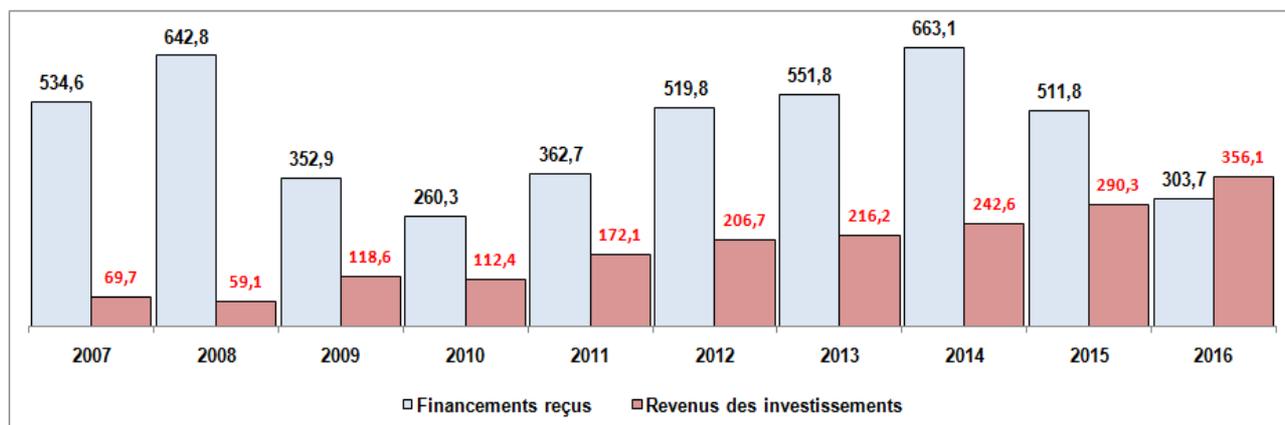
Source : BCEAO

Le niveau du déficit du compte de revenu primaire a été imprimé essentiellement par les revenus des investissements directs (+31,7 milliards), en liaison avec les paiements de dividendes et d'intérêts au profit des investisseurs étrangers. Les dividendes rapatriés ont concerné notamment les secteur des télécommunications, les auxiliaires de transport ainsi que les industries manufacturières et extractives.

Les paiements au titre des revenus des investissements de portefeuille (+17,3 milliards) et des autres investissements (+16,8 milliards) ont également pesé sur le déficit du compte de revenu.

L'accroissement des revenus des investissements versés aux non-résidents est consécutif aux entrées de capitaux étrangers observés ces dernières années.

Graphique 15 : Evolution des revenus des investissements et des entrées nettes de capitaux (en milliards)



Source : BCEAO

En effet, la tendance croissante des revenus des investissements s'inscrit dans un contexte de forte progression des entrées de capitaux non monétaires. Il convient de noter qu'en 2016 les revenus versés au titre de la rémunération des capitaux ont été plus importants que les ressources mobilisées.

I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

L'excédent du compte de revenu secondaire s'est consolidé en 2016, à la faveur du dynamisme des transferts de fonds reçus des migrants (+132,4 milliards) qui se sont établis à 1.103,8 milliards⁽⁴⁾.

Tableau 14 : Evolution des revenus secondaires (en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Transferts courants des Administrations Publiques	75 788,0	42 528,0	83 555,3	51 997,4	31 186,5
Transferts courants des autres secteurs	821 763,0	878 402,7	885 879,3	963 772,0	1 029 183,1
<i>dont envois de fonds des travailleurs migrants (net)</i>	644 944,0	688 518,6	754 197,8	824 228,7	887 650,9
Revenu secondaire net	897 550,0	920 930,7	969 434,5	1 015 769,4	1 060 369,6

Source : BCEAO

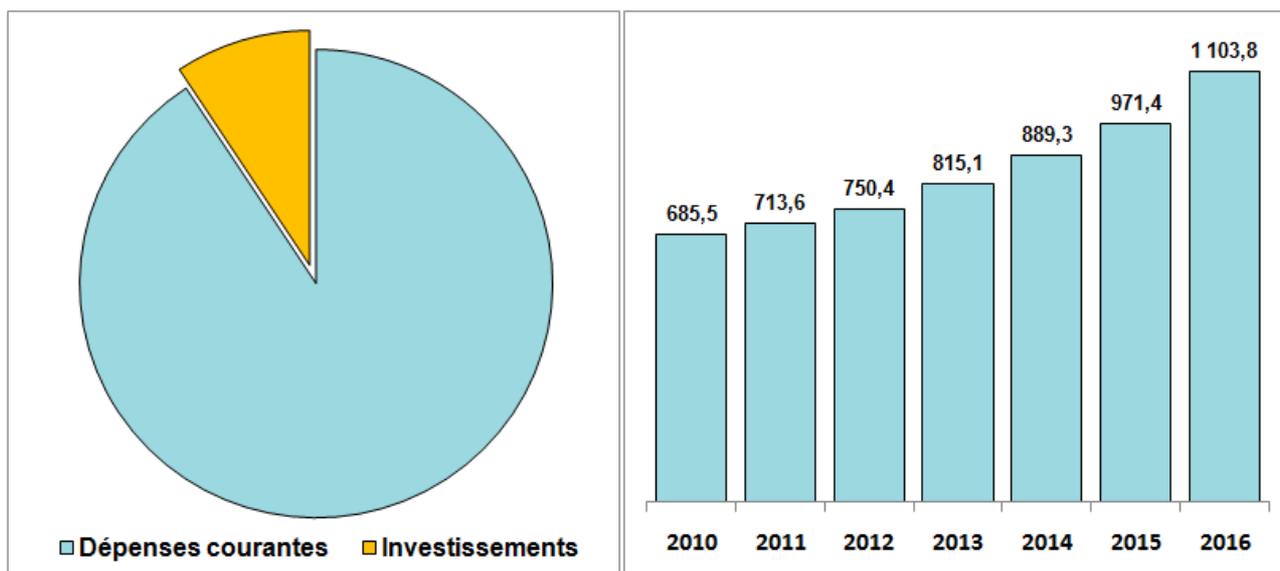
Le profil du compte a été imprimé par les transferts courants des autres secteurs, en liaison avec la bonne tenue des envois de fonds des migrants, une baisse étant observée pour les transferts nets au profit des administrations publiques.

En effet, les réceptions, au titre des envois de fonds des migrants, ont progressé de 13,6% pour atteindre 1.103,8 milliards, soit plus de 10% du PIB, tirées notamment par les transferts en provenance des continents américain (+39,7%) et européen (2,7%). Les transferts provenant du continent africain ont enregistré une baisse de 21,3%, reflétée par celles de la CEMAC (-24,0%), de la CEDEAO (-19,8%) et de l'UEMOA (-18,5%).

Il convient de relever la part du Brésil sur les transferts reçus qui sont passés du simple au triple, atteignant plus de 25 milliards.

(4) Ce montant prend en compte les transferts transitant par les circuits informels.

Graphique 16 : Evolution et utilisation des envois de fonds des migrants



Source : BCEAO

II. COMPTE DE CAPITAL

Le solde du compte de capital a augmenté de 12,1 milliards en 2016 en ressortant à 214,8 milliards, sous l'effet essentiellement d'un accroissement des transferts au profit des administrations publiques (208,4 milliards contre 196,2 milliards).

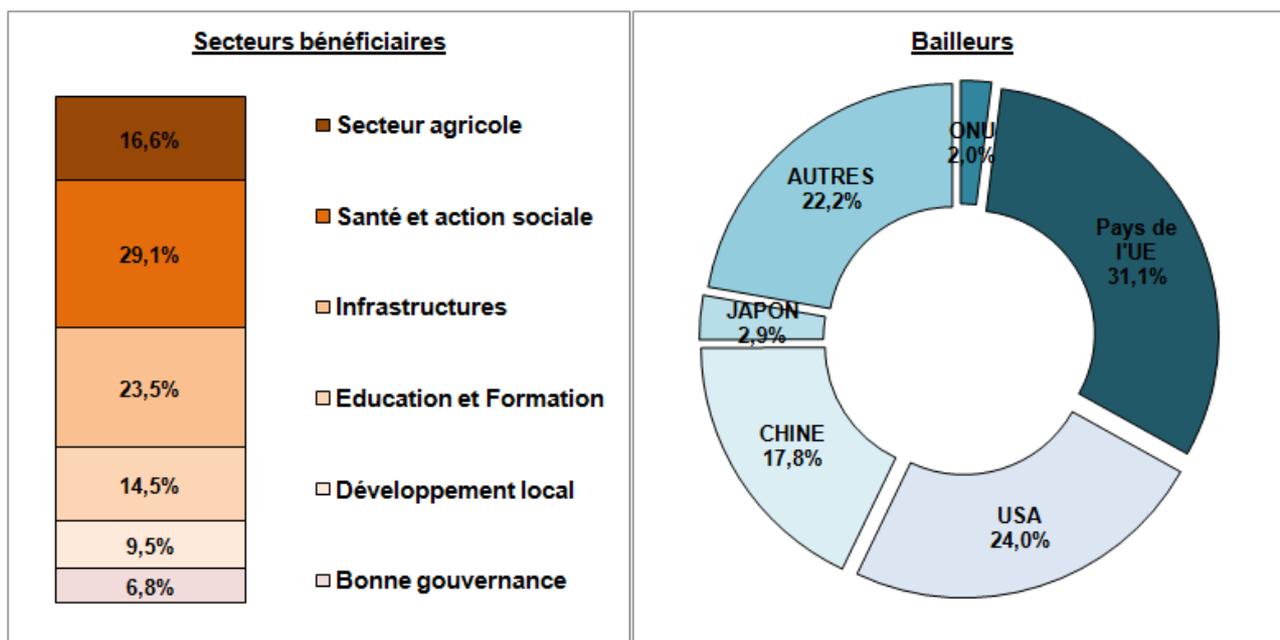
Tableau 15 : Evolution du compte de capital (en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	37 513,0	-1 488,0	-5 214,0	-1 658,0	-2 661,0
Transferts en capital	165 267,0	183 012,0	221 273,7	204 318,8	217 490,2
Administration	158 466,0	175 762,0	213 199,0	196 174,1	208 444,2
Autres transferts en capital	6 801,0	7 250,0	8 074,7	8 144,7	9 046,0
Solde du compte de capital	202 780,0	181 524,0	216 059,7	202 660,8	214 829,0

Source : BCEAO

Les subventions reçues ont été accordées principalement par les pays de l'Union Européenne (31,1%), les Etats-Unis (24,0%) et la Chine (17,8%). Les fonds ont été destinés notamment au secteur de la santé et de l'action sociale (29,1%), au renforcement des infrastructures routières, hydrauliques et énergétiques (23,5%) et à l'accompagnement des producteurs dans le secteur agricole (16,6%).

Graphique. 17 : Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire



Sources : BCEAO/DCFE

III- COMPTE FINANCIER

Le cumul du compte des transactions courantes et du compte de capital (besoin de financement) est ressorti à 257,7 milliards, en retrait de 98,2 milliards par rapport à l'année 2015. Cette évolution est liée à l'aténuation du déficit du compte des transactions courantes et à l'amélioration du compte de capital.

Le besoin de financement a été couvert par des capitaux non monétaires (303,7 milliards), au titre des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements.

La baisse des financements est liée à celle des flux nets des investissements directs étrangers marqués en 2016 par une hausse des acquisitions nettes d'actifs à l'étranger, notamment dans le secteur des télécommunications.

S'agissant des investissements de portefeuille, leur profil s'explique par la hausse des souscriptions nettes des banques locales aux titres publics émis par les autres pays de l'UEMOA. Pour leur part, les autres investissements ont progressé de 132,7 milliards par rapport à l'année précédente, en liaison avec la progression des engagements de l'Etat et du secteur privé.

Tableau 16 : Evolution du compte financier (en millions de FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements directs	-112 409,0	-137 323,0	-185 474,2	-223 361,0	-147 290,5
Investissements de portefeuille	-131 635,0	5 295,0	-256 975,0	-188 248,7	76 509,6
Autres Investissements	-275 777,0	-419 815,0	-220 624,7	-100 251,3	-232 907,1
Solde du compte financier	-519 821,0	-551 842,0	-663 073,9	-511 861,0	-303 688,0

Source : BCEAO

IV. CAPITAUX MONETAIRES

IV.1- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des autres institutions de dépôts est ressortie à 261,0 milliards en 2016, résultant d'une augmentation des avoirs de 412,1 milliards et des engagements de 151,0 milliards.

La progression des avoirs a été imprimée par le compartiment des titres autres que actions (+255,0 milliards) et, dans une moindre mesure, par les prêts (+88,8 milliards) et les autres créances sur les non-résidents (+56,2 milliards). L'évolution des accroissements nets de passifs est attribuable aux autres engagements (+103,4 milliards) ainsi qu'aux dépôts des non-résidents (+47,6 milliards).

Tableau 17 : Variation des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts (en milliards FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
AVOIRS	468,0	474,0	628,6	801,9	1.214,0
ENGAGEMENTS	522,9	587,6	638,0	629,9	780,9
Positon extérieure nette	-54,9	-113,6	-9,4	172,0	261,0

Source : BCEAO

IV.2- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

La baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale résulte d'un repli concomitant des avoirs (-226,9 milliards) et des engagements (-16,1 milliards).

Le stock des avoirs extérieurs est évalué à 973,1 milliards en 2016 contre 1.200,0 milliards un an plus tôt. Cette évolution est imputable à la baisse des avoirs officiels de réserves (-15,8 milliards) ainsi des autres avoirs extérieurs (-211,1 milliards).

Tableau 18 : Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en milliards FCFA)

Rubriques	2012	2013	2014	2015	2016
AVOIRS	1043,9	994,7	1 111,2	1 200,0	973,1
Avoirs officiels de réserves	101,4	95	112,4	94,5	78,7
Autres actifs extérieurs	942,5	899,7	998,7	1 105,5	894,4
ENGAGEMENTS	285,2	304	256,9	251,2	235,1
Engagements extérieurs à court terme	101,5	94,8	92,2	78,2	56,8
Autres engagements extérieurs	183,7	209,2	164,7	173,1	178,3
AVOIR EXTERIEURS NETS	758,6	690,7	854,3	948,8	738,0

Source : BCEAO

Les engagements de la BCEAO ont baissé de 16,1 milliards en s'établissant à 235,1 milliards. Ce repli est imputable aux passifs à court terme (-21,4 milliards), l'encours des autres engagements ayant progressé de 5,2 milliards.

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à une date d'arrêté, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard de l'étranger. Pour sa part, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, nette des autres flux, indique la position du pays (créditrice ou débitrice nette) vis-à-vis du reste du monde.

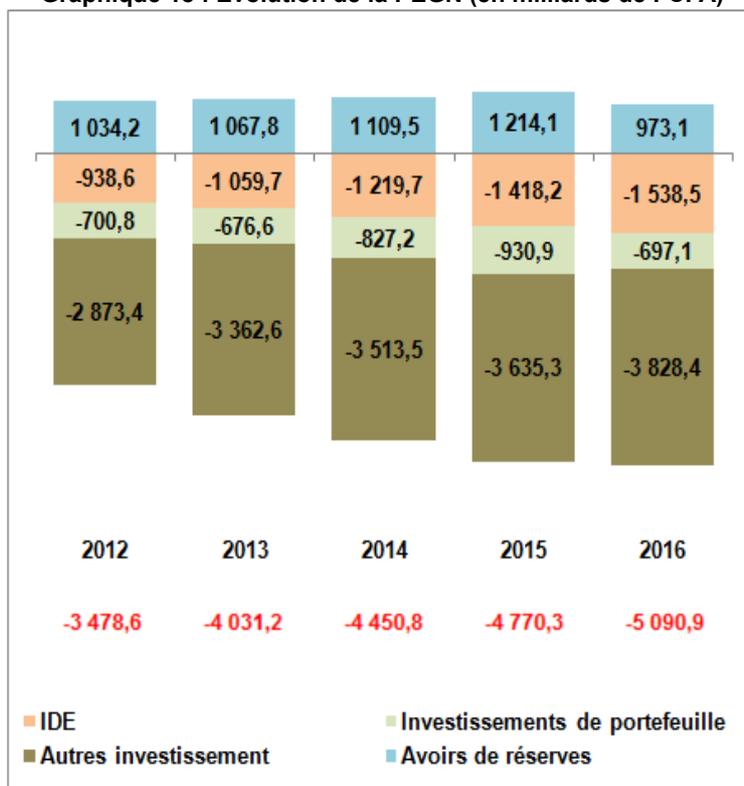
En tenant compte du financement du solde des opérations non financières, la Position Extérieure Globale Nette est ressortie débitrice à 5.090,9 milliards contre 4.770,3 milliards un an plus tôt, soit une dégradation de 320,6 milliards.

La dégradation de la PEGN s'explique par une hausse plus importante des engagements (+425,8 milliards) que des avoirs (+105,2 milliards) qui se sont établis respectivement à 8.509,3 milliards et 3.418,4 milliards.

L'accroissement du stock de passifs est lié aux capitaux mobilisés au titre des investissements directs étrangers (+251,6 milliards), des investissements de portefeuille (+50,4 milliards) et des autres investissements (+101,6 milliards).

L'orientation à la hausse des avoirs est imputable à celles des investissements de portefeuille (+372,3 milliards) et des investissements directs (+131,3 milliards), contrebalancées par le repli des autres investissements (-91,5 et des avoirs de réserve (-241,0 milliards).

Graphique 18 : Evolution de la PEGN (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Tableau 19 : Position extérieure globale par zone (en millions)

Rubrique	UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Avoirs				
Investissements directs étrangers	93 119,4	84 159,2	170 369,0	347 647,6
Investissements de portefeuille	716 889,4	60 766,4	2 662,0	780 317,8
Autres investissements	837 325,6	294 125,8	185 834,1	1 317 285,5
Avoirs de réserve	656 890,2	0,0	316 248,5	973 138,7
Engagements				
Investissements directs étrangers	343 912,7	729 517,7	812 705,0	1 886 135,4
Investissements de portefeuille	632 203,6	218 328,8	626 916,7	1 477 449,1
Autres investissements	666 990,6	1 357 362,0	3 121 314,1	5 145 666,7
Position Extérieure Globale	661 117,7	-1 866 157,1	-3 885 822,2	-5 090 861,6

Source : BCEAO

Du point de vue de l'orientation géographique, la PEGN est créditrice vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA (+661,1 milliards) et débitrice vis-à-vis des pays de la zone euro (-1.866,1 milliards) et des autres pays (-3.885,8 milliards).

CONCLUSION

L'année 2016 a été marquée par une amélioration des déficits jumeaux et une consolidation de la position du Sénégal au titre des échanges intra-communautaires. Toutefois l'économie sénégalaise présente des fragilités et reste vulnérable aux aléas de la conjoncture internationale.

Au plan des échanges, l'analyse des comptes extérieurs fait ressortir une persistance du déficit du compte des transactions courantes, sensible au cours des matières premières, notamment les produits alimentaires et pétroliers.

Le besoin de financement, couvert par la mobilisation de ressources extérieures, a pesé sur la dette publique et, subséquemment, sur la position extérieure globale.

Ce constat exige que des mesures soient prises pour développer le tissu productif qui permettrait une véritable concrétisation du choix de l'émergence. Pour relever ce défi, il est important de mettre en œuvre les réformes à même de renforcer la résilience de l'économie dont l'offre exportable est peu développée et diversifiée, et d'ériger les régions en véritables pôles économiques.

Pour sa part, la politique budgétaire doit s'inscrire dans une dynamique de soutien à la croissance, tout en préservant la soutenabilité budgétaire. Pour concilier ces deux objectifs, une marge résiderait dans l'amélioration de la qualité et de l'efficacité des dépenses. A cet égard, l'effort d'investissement public devrait être poursuivi et mieux orienté, afin de renforcer son rôle de levier et d'améliorer ses effets d'entraînement sur l'investissement privé et la croissance.

Par ailleurs, les pays de l'UEMOA gagneraient à initier des projets d'envergure sous-régionale dont la formulation et la mise en œuvre de politiques adaptées permettrait aux pays membres, exportateurs de matières premières, de tirer profit de leur transformation, de consolider leur croissance et de créer des emplois.

La réalisation et le maintien de ces prérequis contribuerait, en partie, à soutenir la croissance du Sénégal, mais également à amorcer une inflexion progressive du déficit du compte courant, tributaire de la dynamique de la balance des biens et services ainsi que des revenus primaires.

Sous ces considérations, le Sénégal pourrait accélérer son développement et le caractère inclusif de sa croissance, améliorant ainsi le niveau de vie de sa population.

**REFONTE DU DISPOSTIF D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DES
ETATS MEMBRES DE L'UEMOA POUR LE PASSAGE A LA 6^{ème} EDITION DU MANUEL
DU FMI**

**PRINCIPAUX CHANGEMENTS APPORTES AU DISPOSITIF SOUS-REGIONAL
D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales. La version actuelle de ce dispositif s'appuie sur un cadre de collecte de données et des applicatifs informatiques mis en place depuis 1996.

Avec l'adoption par le FMI, de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'entrée en vigueur est prévue au plus tard en 2012, une note d'orientation décrivant les principaux changements à apporter au dispositif régional a été élaboré en octobre 2010. Les révisions visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte du dispositif implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur les applications informatiques (BPT et BPR).

Outre la prise en compte des changements introduits par la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI, la refonte vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale de Valeur Mobilière (BRVM) ou le Conseil Régional de l'Epargne Publique et du Marché Financier (CREPMF), ainsi que des transactions des institutions sous-régionales (BCEAO, BOAD, Commission UEMOA, etc.) avec des entités non-résidentes de l'Union.

I. INNOVATIONS APPORTEES PAR LA SIXIEME EDITION DU MANUEL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'élaboration du nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise d'une part, à prendre en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, et d'autre part, à renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes.

Ainsi, bien que le cadre de référence soit resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition (MBP5)¹, le nouveau Manuel apporte plus de clarifications et des modifications à certains concepts et définitions, en vue de tenir compte des développements enregistrés par l'économie mondiale, après la parution du MBP5. Ces évolutions concernent notamment :

- la mondialisation, dont l'une des principales implications est l'accroissement massif des flux de capitaux privés et de la main d'œuvre ;

¹ En particulier, les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus dans la nouvelle édition.

- les innovations financières et technologiques (développement des dérivés financiers, des services à distance via-internet, etc.), l'intégration économique et monétaire, qui en plus des zones existantes (UEMOA, CEMAC, etc.) a été marquée notamment par l'avènement de nouvelles zones, telles que le COMESA, la SADC et, en particulier, la mise en circulation de l'euro comme monnaie commune des pays membres de l'Union Européenne, qui a fortement influé sur l'évolution des échanges mondiaux.

La 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année, et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5. Il s'agit notamment du manuel de statistiques monétaires et financières (2000), du supplément au MBP5 sur les dérivés financiers (2000), du manuel sur les réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données (2001), du manuel des statistiques du commerce international des services (2002) et des Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs (2003).

Par ailleurs, le MBP6 met désormais davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits. L'approche bilantielle, qui examine en quoi les faiblesses du bilan financier liées à l'échéance, à la devise, à la structure financière, à la solvabilité et à la dépendance contribuent à la vulnérabilité macrofinancière, renforce la qualité de l'analyse de la vulnérabilité et de la viabilité extérieure d'une économie.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

1.1. Aspects conceptuels

Les principes de base, tels que l'enregistrement en partie double, la chronologie, le prix d'évaluation et le changement de propriété demeurent inchangés. Toutefois, le MBP6 apporte des clarifications dans la définition de plusieurs concepts déjà développés dans la 5^{ème} édition. Il s'agit notamment des notions de « territoire économique », de « résidence », de « transactions » et de « financement exceptionnel ».

- **Territoire économique** : Le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

- **Résidence** : La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires. Les critères de résidence sont mieux spécifiés pour les individus mobiles, dont la définition de la résidence avait été laissée à l'appréciation des pays dans la 5^{ème} édition.
- **Transactions** : Les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant en accord réciproque impliquant un échange de valeurs ou un transfert. La 5^{ème} édition du Manuel avait retenu comme définition de la transaction « un flux économique découlant de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique ».

Il résulte de la nouvelle définition que l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et les transferts des migrants² ne sont plus classés dans les transactions au sens strict du terme. Les variations d'actifs et de passifs financiers résultant du changement de résidence des individus (particuliers et ménages) sont reclassées dans la position extérieure globale et non plus dans la balance des paiements.

1.2. Composantes type du MBP6

Tenant compte de ces modifications, la structure de la balance des paiements selon l'optique du MBP6 se présente comme suit.

Encadré 1 : Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

² Il s'agit des mouvements d'effets personnels à l'occasion des déplacements des migrants. Ils sont désormais enregistrés dans les « Autres flux » au niveau de la position extérieure globale.

1.3. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents.

Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques, comme indiqué ci-après :

Encadré 2 : Présentation schématique des relations entre les composantes de la balance des paiements et de la PEG

		Transactions BDP			
		Crédit	Débit		
		Compte courant - biens et services - revenu primaire - revenu secondaire Compte de capital - acquisition/cession d'actifs non produits - transfert en capital			
Ouverture PEG <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements	Compte financier <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements	Compte des autres flux		Clôture PEG	
		Réévaluation	Autres changements	<i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements	
		Erreurs et omissions			

1.4. Principe d'élaboration de la balance des paiements pour les Unions monétaires

Le MBP6 consacre un chapitre spécifique au traitement des unions monétaires. Il fait la distinction entre l'union monétaire centralisée (cas de l'UMOA) et l'union monétaire décentralisée (cas de la Zone euro). Les questions institutionnelles et juridiques ont été examinées de manière à présenter la spécificité de chaque union. En particulier, dans l'union monétaire centralisée, les banques centrales nationales sont des succursales de la banque centrale régionale qui détient et gère les réserves de change. Dans l'union monétaire décentralisée, les banques centrales nationales sont les propriétaires de la banque centrale régionale. Elles détiennent une part importante des devises.

Les principes édictés dans le Manuel, relatifs à l'enregistrement des opérations spécifiques aux unions, sont en adéquation avec ceux en cours dans l'UMOA. En particulier, il en est ainsi du traitement des opérations du Siège de la BCEAO, des Directions Nationales et des autres organisations communautaires.

II. PRISE EN COMPTE DES CORRECTIONS SPECIFIQUES AU DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les principales modifications apportées dans ce cadre se présentent comme ci-après :

- **Classification sectorielle plus détaillées** : Elle vise à assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité. A titre d'illustration, avec le dispositif actuellement en vigueur, il n'est pas possible de ventiler les investissements étrangers émis ou reçus entre les différentes branches de l'économie. Les nouveaux questionnaires prévoient la déclaration du secteur principal d'activité, conformément à la nomenclature de Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Avec la nouvelle application informatique « BPT », il sera possible, au delà de la classification par secteurs institutionnels³, d'éditer les données selon les branches d'activité ;
- **Ventilation géographique des données** : Dans l'ancien dispositif, seules trois zones géographiques à savoir la France, l'UMOA et les autres pays sont retenues sur les questionnaires de balance des paiements et dans l'application « BPT ». Ainsi, à l'exception du commerce extérieur dont le détail de l'orientation géographique est fourni par les statistiques douanières, les informations sur les transactions extérieures des pays de l'Union ne peuvent pas être ventilées selon les partenaires bilatéraux autres que la France. Cette répartition géographique ne semble plus appropriée au regard des évolutions récentes des échanges extérieurs et des mouvements de capitaux étrangers dans les pays de l'UEMOA, marquées par une présence en progression constante des pays émergents d'Asie, d'Amérique latine, mais également des autres pays africains.

³ Il s'agit de : « Banque centrale », « autres institutions de dépôts », « administration publique » et « autres secteurs » (composés des « autres sociétés financières » et des « sociétés non-financières, des ménages et des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) »).

Elle constitue également une contrainte à la confection de balances des paiements bilatérales, utiles pour les analyses et la définition des politiques économiques. A l'issue des échanges avec les différentes personnes ressources, il a été estimé que la prise en compte de cette recommandation pourrait alourdir le dispositif, notamment au niveau des questionnaires. En conséquence, les trois zones géographiques ont été maintenues. Pour pallier les insuffisances susmentionnées, à l'instar de ce qui est fait pour le commerce extérieur, il est retenu un cadre parallèle de suivi de la ventilation géographique des échanges extérieurs pour les composantes les plus importantes, notamment les investissements directs étrangers⁴, l'aide publique au développement⁵ et les envois de fonds des migrants⁶. Toutefois, la France est remplacée par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;

- **Cadre d'analyse de la prise en compte des données de certaines institutions régionales** comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ou la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nouveau cadre de collecte prévoit des états de dépouillement pour la collecte des transactions de ces structures avec les résidents des pays de l'Union. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, des questionnaires seront également adressés par le Siège de la BCEAO aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union mais résidentes des pays membres) pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale ;
- **Suivi des données sur les actifs et passifs du compte financier** : Pour les données sur les actifs et passifs financiers, le nouveau dispositif prévoit la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la Position Extérieure Globale (PEG) d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification. Les flux nets des rubriques du compte financier de la balance des paiements sont calculés en faisant la différence entre le stock de fin de période et le stock de début de période, ainsi qu'une déduction des « autres flux », constitués des réévaluations de stocks et des autres changements de volume, qui ne sont pas pris en compte en balance des paiements.

4 Pour les investissements directs étrangers, le formulaire complémentaire joint au questionnaire balance des paiements permet de collecter les données sur les positions de début et de fin de période par pays partenaire depuis 2010.

5 Les données sur les mobilisations d'appuis financiers extérieurs des Etats par partenaires peuvent être exploitées à cet effet.

6 Le dispositif de collecte de données sur les transferts électroniques de fonds constitue une source pour l'évaluation des envois de fonds des travailleurs par pays partenaires. En outre, l'enquête actuellement en cours sur ce sujet permettra d'améliorer la qualité de l'analyse de la ventilation géographique de ces flux.

III. IMPLICATIONS SUR LE DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Le nouveau dispositif est élaboré en prenant en compte les différentes innovations décrites ci-dessus. Sa confection consacre une révision fondamentale du champ de couverture de l'enquête, des supports de collecte et des applications informatiques dédiées au traitement des données.

Au total, 90 supports de collecte sont retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien. Ces supports comprennent des questionnaires destinés aux entités résidentes des pays membres, des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA, pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union.

3.1. Enquêtes conduites par les Directions Nationales de la BCEAO

La liste des questionnaires administrés aux entités résidentes par les Directions Nationales est désormais plus détaillée, avec l'éclatement de certaines catégories comme les « Entreprises Commerciales et Industrielles (ECI) », pour permettre un suivi par secteur d'activité de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Sur cette base, le nombre de questionnaires pour les enquêtes dans les Directions Nationales est ressorti à 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations.

Les questionnaires sont accompagnés d'une notice technique, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, pour faciliter leur exploitation par les répondants. Dans ce cadre, un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6 est également joint aux questionnaires des sociétés non financières.

Par ailleurs, conformément à la démarche adoptée à compter de 2009, les questionnaires balance des paiements destinés aux entreprises relevant des secteurs des « Etablissements de dépôts autres que la banque centrale », des « Autres sociétés financières » et des « Sociétés non financières » sont accompagnés d'un formulaire complémentaire sur les investissements directs. Ce document, qui permet jusqu'ici la collecte des données sur les fonds propres a été complété pour permettre le suivi des instruments de dette. Les données collectées à l'aide de ce support sont dépouillées et transmises au Siège dans le cadre des contributions aux travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA. Ces renseignements permettent également d'affiner l'analyse des investissements étrangers à l'aide des détails sur la ventilation géographique et sectorielle des données.

3.2. Collecte des données relatives aux transactions des institutions sous-régionales et régionales avec les pays membres de l'Union

En plus des questionnaires administrés localement pour appréhender les transactions des résidents avec les non-résidents, le dispositif prévoit les états de dépouillement qui permettent de collecter des données sur les transactions réalisées avec les institutions sous-régionales. Dans chaque cas, un support est prévu pour le pays de l'Union qui accueille le Siège de l'Institution concernée et un support pour les autres pays membres.

En vue d'assurer une meilleure couverture de ces transactions, la note d'orientation du processus de refonte a suggéré de compléter le dispositif pour prendre en compte les données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nombre d'états de dépouillement passe ainsi de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif.

3.3. Suivi des transactions des institutions résidentes de l'Union avec les non-résidents

Le cadre de production de la balance régionale a été renforcé, avec l'élargissement du champ de collecte des données aux transactions des institutions sous-régionales avec les non-résidents. Cette innovation se justifie notamment par l'intérêt qu'accorde la 6^{ème} édition au suivi des regroupements régionaux, en ligne avec le développement des Unions économiques et monétaires. Elle traduit également les dispositions du nouveau Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, qui imputent explicitement à la BCEAO, la charge de la production de la balance des paiements régionale.

Pour ces raisons, le nouveau dispositif a prévu l'envoi par le Siège de la BCEAO, de questionnaires aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union, mais non-résidentes des pays membres), pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale. Il est retenu au total 9 questionnaires pour les institutions sous-régionales. A l'instar des états de dépouillements, ces questionnaires seront administrés par les Directions Nationales des pays qui abritent les Sièges des institutions concernées et acheminés aux Siège de la BCEAO pour prise en compte.

3.4. Déploiement du nouveau dispositif

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

ANNEXES

Balance des paiements optique FMI résumé
Fréquence : Annuelle
Année : 2016

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	10000_1_B_N_N_E	3 939 768,6	4 412 233,1	-472 464,5
	Compte des transactions courantes			
1.A	011000_1_B_N_N_E	2 424 677,0	3 662 127,7	-1 237 450,7
	--- Biens et services			
1.A.a	110000_1_B_N_N_E	1 703 482,6	2 868 174,1	-1 164 691,5
	---- Biens			
1.A.a.1	111000_1_B_N_N_E	1 485 488,6	2 867 544,6	-1 382 056,0
	----- Marchandises générales, base balance des paiements			
1.A.a.1.1	11100z_1_B_N_N_E	4 871,2	0,0	4 871,2
	----- Dont : Réexportations			
1.A.a.2	112000_1_B_N_N_E	1 567,7	0,0	1 567,7
	----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international			
1.A.a.2.1	112100_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)			
1.A.a.2.2	112200_1_B_N_N_E	1 567,7	0,0	1 567,7
	----- Biens vendus dans le cadre du négoce international			
1.A.a.3	113000_1_B_N_N_E	216 426,3	629,5	215 796,8
	----- Or non monétaire			
1.A.b	120000_1_B_N_N_E	721 194,4	793 953,6	-72 759,2
	---- Services			
1.A.b.1	121000_1_B_N_N_E	955,8	159,8	796,0
	----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers			
1.A.b.1.1	121100_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)			
1.A.b.1.2	121200_1_B_N_N_E	955,8	159,8	796,0
	----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)			
1.A.b.2	122000_1_B_N_N_E	7 621,4	5 116,1	2 505,3
	----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs			
1.A.b.3	123000_1_B_N_N_E	75 724,4	403 879,6	-328 155,2
	----- Transport			
1.A.b.3.0	123100_1_B_N_N_E	75 385,5	403 703,6	-328 318,1
	----- Pour tous les modes de transports			
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_N_N_E	29 161,1	77 073,3	-47 912,2
	----- Voyageurs			
1.A.b.3.0.1.1	123110_1_B_N_N_E	958,9	0,0	958,9
	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_N_N_E	30 266,7	318 196,0	-287 929,3
	----- Fret			
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_N_N_E	15 957,7	8 434,3	7 523,4
	----- Autres			
1.A.b.3.1	123130_1_B_N_N_E	9 280,1	305 086,2	-295 806,1
	----- Transports maritimes			
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_N_N_E	255,2	0,0	255,2
	----- Voyageurs			
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_N_N_E	506,0	305 086,2	-304 580,2
	----- Fret			
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_N_N_E	8 518,9	0,0	8 518,9
	----- Autres			
1.A.b.3.2	123230_1_B_N_N_E	27 569,4	76 789,4	-49 220,0
	----- Transports aériens			
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_N_N_E	22 324,9	66 337,4	-44 012,5
	----- Voyageurs			
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_N_N_E	1 600,9	7 091,9	-5 491,0
	----- Fret			
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_N_N_E	3 643,6	3 360,1	283,5
	----- Autres			
1.A.b.3.3	123330_1_B_N_N_E	38 536,0	21 828,0	16 708,0
	----- Autres modes de transport			
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_N_N_E	6 581,0	10 735,9	-4 154,9
	----- Voyageurs			
1.A.b.3.3.1.1	123410_1_B_N_N_E	958,9	0,0	958,9
	----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.3.3.2	12341z_1_B_N_N_E	28 159,8	6 017,9	22 141,9
	----- Fret			
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_N_N_E	3 795,2	5 074,2	-1 279,0
	----- Autres			
1.A.b.3.4	123430_1_B_N_N_E	338,9	176,0	162,9
	----- Services postaux et services de messagerie			
1.A.b.4	124000_1_B_N_N_E	230 933,8	86 829,7	144 104,1
	---- Voyages			
1.A.b.4.1	124100_1_B_N_N_E	46 227,4	42 054,9	4 172,5
	----- À titre professionnel			
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité			
1.A.b.4.1.2	124120_1_B_N_N_E	46 227,4	42 054,9	4 172,5
	----- Autres			
1.A.b.4.2	124200_1_B_N_N_E	184 706,4	44 774,8	139 931,6
	----- À titre personnel			
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_N_N_E	3 294,5	6 302,0	-3 007,5
	----- Santé			
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_N_N_E	15 141,8	21 111,7	-5 969,9
	----- Éducation			
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_N_N_E	166 270,1	17 361,1	148 909,0
	----- Autres			
1.A.b.4.0	124900_1_B_N_N_E	7 912,4	0,0	7 912,4
	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel			
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Biens			
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Services de transports locaux			
1.A.b.4.0.3	124031_1_B_N_N_E	7 912,4	0,0	7 912,4
	----- Services d'hébergement			
1.A.b.4.0.4	124041_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Services de restauration			
1.A.b.4.0.5	124051_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Autres services			
1.A.b.4.0.5.1	124251_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Services de santé			
1.A.b.4.0.5.2	12451_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Services d'éducation			
1.A.b.5	125000_1_B_N_N_E	34 932,6	25 458,9	9 473,7
	---- Travaux de construction			
1.A.b.5.1	125100_1_B_N_N_E	29 702,4	0,0	29 702,4
	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger			
1.A.b.5.2	125200_1_B_N_N_E	5 230,2	25 458,9	-20 228,7
	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante			
1.A.b.6	126000_1_B_N_N_E	8 171,6	70 224,5	-62 052,9
	---- Services d'assurance et de retraite			
1.A.b.6.1	126100_1_B_N_N_E	3 987,9	65 766,9	-61 779,0
	----- Assurance directe			
1.A.b.6.2	126200_1_B_N_N_E	3 551,0	3 259,8	291,2
	----- Réassurance			
1.A.b.6.3	126300_1_B_N_N_E	1,0	785,5	-784,5
	----- Services auxiliaires d'assurance			
1.A.b.6.4	126400_1_B_N_N_E	631,7	412,3	219,4
	----- Services de retraite et de garantie standardisée			
1.A.b.7	127000_1_B_N_N_E	7 086,3	7 789,4	-703,1
	---- Services financiers			
1.A.b.7.1	127100_1_B_N_N_E	7 086,3	7 789,4	-703,1
	----- Services financiers explicitement facturés et autres			
1.A.b.7.2	127200_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)			
1.A.b.8	128000_1_B_N_N_E	2 725,2	4 525,1	-1 799,9
	---- Commission pour usage de propriété intellectuelle non inclus ailleurs			
1.A.b.9	129000_1_B_N_N_E	150 353,4	85 214,2	65 139,2
	---- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1			
1.A.b.9.1	129100_1_B_N_N_E	139 605,0	67 232,9	72 372,1
	----- Services de télécommunications			
1.A.b.9.2	129200_1_B_N_N_E	6 047,6	8 945,3	-2 897,7
	----- Services d'informatique			
1.A.b.9.3	129300_1_B_N_N_E	4 700,8	9 036,0	-4 335,2
	----- Services d'information			
1.A.b.10	12A000_1_B_N_N_E	104 947,3	77 881,5	27 065,8
	---- Autres services aux entreprises			
1.A.b.10.1	12A100_1_B_N_N_E	168,8	8 382,7	-8 214,2
	----- Services de recherche-développement			
1.A.b.10.2	12A200_1_B_N_N_E	92 200,2	50 688,7	41 511,5
	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion			
1.A.b.10.3	12A300_1_B_N_N_E	12 578,6	18 810,1	-6 231,5
	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises			
1.A.b.11	12B000_1_B_N_N_E	1 402,2	0,0	1 402,2
	---- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs			
1.A.b.11.1	12B100_1_B_N_N_E	1 334,2	0,0	1 334,2
	----- Services audio-visuels et connexes			
1.A.b.11.2	12B200_1_B_N_N_E	68,0	0,0	68,0
	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs			
1.A.b.12	12C000_1_B_N_N_E	96 340,4	26 874,9	69 465,6
	---- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs			
1.A.b.0.1	12D000_1_B_N_N_E	0,0	0,0	0,0
	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs			
1.B	130000_1_B_N_AL_E	180 877,0	476 260,4	-295 383,4
	--- Revenu primaire			
1.B.1	131000_1_B_N_AL_E	69 859,2	14 083,0	55 776,2
	---- Rémunération des salariés			
1.B.2	300000_3_B_N_AL_E	105 936,6	462 040,2	-356 103,6
	---- Revenus des investissements			
1.B.2.1	310000_3_B_N_AL_E	79 617,9	225 497,4	-145 879,5
	----- Investissements directs			
1.B.2.1.1	310000_3E_B_N_AL_E	61 360,9	207 598,7	-146 237,8
	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement			
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_N_AL_E	60 054,9	179 245,6	-119 190,7
	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés			
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_N_AL_E	59 586,8	168 905,0	-109 318,2
	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct			
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_B_N_AL_E	203,7	2 848,2	-2 644,5
	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)			
1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_B_N_AL_E	264,4	7 492,4	-7 228,0
	----- Entre entreprises soeurs			
1.B.2.1.1.1.3.1	311131_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0
	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			
1.B.2.1.1.1.3.2	311132_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0
	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			
1.B.2.1.1.1.3.3	311133_3D_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0
	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			
1.B.2.1.1.2	310000_3R_B_N_AL_E	1 306,0	28 353,1	-27 047,1
	----- Bénéfices réinvestis			
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0
	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement			
1.B.2.1.1.2.1.1	31100z_3_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0
	----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement			
1.B.2.1.2	310000_3I_B_N_AL_E	18 257,0	17 898,7	358,3
	----- Intérêts			
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_N_AL_E	17 281,0	15 424,1	1 856,9
	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct			
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_N_AL_E	0,0	16,0	-16,0
	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)			
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_N_AL_E	976,0	2 458,6	-1 482,6
	----- Entre entreprises soeurs			
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0
	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident			
1.B.2.1.2.3.2	312320_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0
	----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident			
1.B.2.1.2.3.3	312330_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0
	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			
1.B.2.1.2M	310000_3F_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0
	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés			
1.B.2.2	320000_3_B_N_AL_E	17 267,2	113 813,5	-96 546,3
	---- Investissements de portefeuille			
1.B.2.2.1	320000_3E_B_N_AL_E	2 904,2	56 608,3	-53 704,1
	----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement			
1.B.2.2.1.1	321100_3D_B_N_AL_E	2 295,2	55 398,1	-53 102,9

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1.B.2.3	340000_3_B_N_AL_E Autres investissements	9 051,5	122 729,3	-113 677,8
1.B.2.3.1	340000_3D_B_N_AL_E Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	340000_3I_B_N_AL_E Intérêts	9 051,5	122 729,3	-113 677,8
1.B.2.3.2M	340000_3F_B_N_AL_E Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3	340000_3P_B_N_AL_E Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	350000_3_B_N_AL_E Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	350000_3E_B_N_AL_E Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	350000_3I_B_N_AL_E Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	350000_3F_B_N_AL_E Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.B.3	132000_1_B_N_AL_E Autre revenu primaire	5 081,2	137,2	4 944,0
1.B.3.1	132100_1_B_N_AL_E Taxes sur la production et importations	4 128,0	0,0	4 128,0
1.B.3.2	132200_1_B_N_AL_E Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
1.B.3.3	132300_1_B_N_AL_E Loyers	953,2	137,2	816,0
1.C	140000_2_B_AL_AL_E Revenu secondaire	1 334 214,6	273 845,0	1 060 369,6
1.C.1	140000_2_B_GG_AL_E Administrations publiques	39 922,7	8 736,2	31 186,5
1.C.1.1	141000_2_B_GG_AL_E Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	103,2	0,0	103,2
1.C.1.1.1	14100z_2_B_GG_AL_E payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	142000_2_B_GG_AL_E Cotisations sociales	424,8	1 097,2	-672,4
1.C.1.2.1	14200z_2_B_GG_AL_E payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	143000_2_B_GG_AL_E Prestations Sociales (Débit)	0,0	1 812,0	-1 812,0
1.C.1.4	144000_2_B_GG_AL_E Coopération internationale courante	32 807,1	5 827,0	26 980,1
1.C.1.5	145000_2_B_GG_AL_E Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	6 587,6	0,0	6 587,6
1.C.1.5.1	14500z_2_B_GG_AL_E Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.2	146000_2_B_OS_AL_E Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 294 291,9	265 108,8	1 029 183,1
1.C.2.1	146000_2_B_OS_AL_E Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	1 103 844,5	216 193,6	887 650,9
1.C.2.1.1	14600z_2_B_OS_AL_E Envois de fonds des travailleurs	1 103 844,5	216 193,6	887 650,9
1.C.2.2	147000_2_B_OS_AL_E Autres transferts courants	190 447,4	48 915,2	141 532,2
1.C.2.0.1	141000_2_B_OS_AL_E Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.2	142000_2_B_OS_AL_E Cotisations sociales	528,1	8 344,6	-7 816,5
1.C.2.0.3	143000_2_B_OS_AL_E Prestations sociales	3 283,3	22,0	3 261,3
1.C.2.0.4	148000_2_B_OS_AL_E Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1 475,5	11 353,3	-9 877,8
1.C.2.0.5	149000_2_B_OS_AL_E Indemnités d'assurance dommage	1 413,0	3 475,1	-2 062,1
1.C.2.0.6	144000_2_B_OS_AL_E Coopération internationale courante	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.7	145000_2_B_OS_AL_E Transferts courants divers	183 747,5	25 720,2	158 027,3
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_OS_AL_E Dont: transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3	144000_2_B_OS_AL_E Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
2	200000_2_B_AL_AL_E Compte de capital	219 285,4	4 456,2	214 829,2
2.1	210000_2_B_AL_AL_E Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,0	2 661,0	-2 661,0
2.2	220000_2_B_AL_AL_E Transferts de capital	219 285,4	1 795,2	217 490,2
2.2.1	220000_2_B_GG_AL_E Administration publique	208 444,2	0,0	208 444,2
2.2.1.1	221000_2_B_GG_AL_E Remises de dette	2 027,0	0,0	2 027,0
2.2.1.2	222000_2_B_GG_AL_E Autres transferts de capital	206 417,2	0,0	206 417,2
2.2.1.2.1	22200z_2_B_GG_AL_E dont: impôts en capital	0,0	0,0	0,0
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	10 841,2	1 795,2	9 046,0
2.2.2.1	221000_2_B_OS_AL_E Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E Autres transferts de capital	10 841,2	1 795,2	9 046,0
2.2.2.2.1	22200z_2_B_OS_AL_E dont: impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	22000z_2_B_OS_AL_E dont: entre ménages	0,0	0,0	0,0
4	019000_B_B_AL_AL_E Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	4 159 054,0	4 416 689,3	-257 635,3
3	300000_4_N_AL_AL_E Compte financier	186 473,6	440 635,5	-254 161,9
5	300000_4_N_AL_AL_E Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	186 473,6	440 635,5	-254 161,9
3.1	310000_4_N_AL_AL_E Investissement direct	132 662,2	279 952,7	-147 290,5
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E Titres de participation et parts de fonds de placement	96 421,7	160 912,4	-64 490,7
3.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	95 115,7	132 559,3	-37 443,6
3.1.1.1.1	311110_4_N_AL_AL_E Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	94 087,7	131 197,8	-37 110,1
3.1.1.1.2	311120_4_N_AL_AL_E Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	841,5	401,7	439,8
3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E Entre entreprises soeurs	186,5	959,8	-773,3
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_AL_AL_E si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_AL_AL_E si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_AL_AL_E si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	311000_4R_N_AL_AL_E Réinvestissement des bénéfices	1 306,0	28 363,1	-27 047,1
3.1.1.0.1	31100z_4_N_AL_AL_E Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	31102z_4_N_AL_AL_E Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.1.2	312000_4_N_AL_AL_E Instruments de dette	36 240,5	119 040,3	-82 799,8
3.1.2.1	312100_4_N_AL_AL_E Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	35 018,5	91 689,3	-56 670,8
3.1.2.2	312200_4_N_AL_AL_E Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	1 222,0	18 855,0	-17 633,0
3.1.2.3	312300_4_N_AL_AL_E Entre entreprises soeurs	0,0	8 486,0	-8 486,0
3.1.2.3.1	312310_4_N_AL_AL_E si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	312320_4_N_AL_AL_E si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	312330_4_N_AL_AL_E si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	31200z_4_N_AL_AL_E Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	31201z_4_N_AL_AL_E Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	31202z_4_N_AL_AL_E Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	31203z_4_N_AL_AL_E Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_AL_AL_E si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_AL_AL_E si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_AL_AL_E si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2	320000_4_N_AL_AL_E Investissements de portefeuille	372 335,8	50 425,2	321 910,6
3.2.1	321000_4_N_AL_AL_E Titres de participation et parts de fonds de placement	15 207,4	14 912,7	294,7
3.2.1.1	321000_4_N_CB_AL_E Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	321000_4_N_GG_AL_E Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	321000_4_N_DT_AL_E Établissements de dépôts autres que la banque centrale	13 979,0	8 598,0	5 381,0
3.2.1.4	321000_4_N_OS_AL_E Autres secteurs	1 228,4	6 314,7	-5 086,3
3.2.1.4.1	321000_4_N_FC_AL_E Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.2	321000_4_N_NC_AL_E Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 228,4	6 314,7	-5 086,3
3.2.1.0.1	321100_4_N_AL_AL_E Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_AL_AL_E Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_AL_AL_E Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	321200_4_N_AL_AL_E Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_AL_AL_E Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_AL_AL_E Dont: Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.2.2	322000_4_N_AL_AL_E Titres de créance	357 128,4	35 512,5	321 615,9
3.2.2.1	322000_4_N_CB_AL_E Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	322000_4_N_CB_ST_E À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	322000_4_N_CB_LT_E À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	322000_4_N_MA_AL_E Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.1	322000_4_N_MA_ST_E À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.2	322000_4_N_MA_LT_E À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	322000_4_N_DT_AL_E Établissements de dépôts autres que la banque centrale	322 208,0	82 188,0	240 020,0
3.2.2.2.1	322000_4_N_DT_ST_E À court terme	96 356,0	67 438,0	28 918,0
3.2.2.2.2	322000_4_N_DT_LT_E À long terme	225 852,0	14 750,0	211 102,0
3.2.2.3	322000_4_N_GG_AL_E Administrations publiques	0,0	-54 496,7	54 496,7
3.2.2.3.1	322000_4_N_GG_ST_E À court terme	0,0	-36 350,0	36 350,0
3.2.2.3.2	322000_4_N_GG_LT_E À long terme	0,0	-18 146,7	18 146,7
3.2.2.4	322000_4_N_OS_AL_E Autres secteurs	34 920,4	7 821,2	27 099,2
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_OS_ST_E À court terme	4 938,3	7 434,3	-2 496,0
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_OS_LT_E À long terme	29 982,1	386,9	29 595,2
3.2.2.4.1	322000_4_N_FC_AL_E Autres sociétés financières	26 662,4	867,2	25 795,2
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_FC_ST_E À court terme	250,3	739,3	-489,0
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_FC_LT_E À long terme	26 412,1	127,9	26 284,2
3.2.2.4.2	322000_4_N_NC_AL_E Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 258,0	6 954,0	1 304,0
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_NC_ST_E À court terme	4 688,0	6 695,0	-2 007,0
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_NC_LT_E À long terme	3 570,0	259,0	3 311,0

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.3	330000_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés			0,0
3.3.1	330000_4_N_CB_AL_E	---	---	0,0
	--- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	330000_4_N_MA_AL_E	---	---	0,0
	--- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	330000_4_N_DT_AL_E	---	---	0,0
	--- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	330000_4_N_GG_AL_E	---	---	0,0
	--- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	330000_4_N_OS_AL_E	---	---	0,0
	--- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	330000_4_N_FC_AL_E	---	---	0,0
	--- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	330000_4_N_NC_AL_E	---	---	0,0
	--- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	331000_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1	331100_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	331200_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	332000_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	340000_4_N_AL_AL_E	---	---	-91 495,5
	--- Autres investissements			110 257,6
				-201 753,1
3.4.1	341000_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
3.4.2	342000_4_N_AL_AL_E	---	---	86 726,5
	--- Monnaie fiduciaire et dépôts			36 304,9
				50 421,6
3.4.2.1	342000_4_N_CB_AL_E	---	---	0,0
	--- Banque centrale	0,0	-11 263,8	11 263,8
3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_ST_E	---	---	0,0
	--- À court terme	0,0	-11 263,8	11 263,8
3.4.2.1.2	342000_4_N_CB_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	342000_4_N_MA_AL_E	---	---	0,0
	--- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_MA_ST_E	---	---	0,0
	--- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_MA_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	342000_4_N_DT_AL_E	---	---	79 684,0
	--- Établissements de dépôts autres que la banque centrale			47 568,7
3.4.2.2.0.1	34200z_4_N_DT_AL_E	---	---	0,0
	--- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	342000_4_N_DT_ST_E	---	---	79 684,0
	--- À court terme	0,0	47 568,7	32 115,3
3.4.2.2.2	342000_4_N_DT_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	342000_4_N_GG_AL_E	---	---	2 745,3
	--- Administrations publiques	2 745,3	0,0	2 745,3
3.4.2.3.1	342000_4_N_GG_ST_E	---	---	2 745,3
	--- À court terme	2 745,3	0,0	2 745,3
3.4.2.3.2	342000_4_N_GG_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	342000_4_N_OS_AL_E	---	---	4 297,2
	--- Autres secteurs	4 297,2	0,0	4 297,2
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_OS_ST_E	---	---	-547,8
	--- À court terme	-547,8	0,0	-547,8
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_OS_LT_E	---	---	4 845,0
	--- À long terme	4 845,0	0,0	4 845,0
3.4.2.4.1	342000_4_N_FC_AL_E	---	---	2 134,2
	--- Autres sociétés financières	2 134,2	0,0	2 134,2
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_FC_ST_E	---	---	-2 710,8
	--- À court terme	-2 710,8	0,0	-2 710,8
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_FC_LT_E	---	---	4 845,0
	--- À long terme	4 845,0	0,0	4 845,0
3.4.2.4.2	342000_4_N_NC_AL_E	---	---	2 163,0
	--- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 163,0	0,0	2 163,0
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_NC_ST_E	---	---	2 163,0
	--- À court terme	2 163,0	0,0	2 163,0
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_NC_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3	343000_4_N_AL_AL_E	---	---	24 524,4
	--- Prêts			296 554,7
				-272 030,3
3.4.3.1	343000_4_N_CB_AL_E	---	---	0,0
	--- Banque centrale	0,0	-20 491,7	20 491,7
3.4.3.1.1	34300z_4_N_CB_AL_E	---	---	0,0
	--- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-21 420,7	21 420,7
3.4.3.1.2	343000_4_N_CB_ST_E	---	---	0,0
	--- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	343000_4_N_CB_LT_E	---	---	0,0
	--- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	343000_4_N_MA_AL_E	---	---	0,0
	--- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	929,0	-929,0
3.4.3.1.9.1	34300z_4_N_MA_AL_E	---	---	0,0
	--- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	343000_4_N_MA_ST_E	---	---	0,0
	--- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	343000_4_N_MA_LT_E	---	---	0,0
	--- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	343000_4_N_DT_AL_E	---	---	-35 657,7
	--- Établissements de dépôts autres que la banque centrale			9 820,0
3.4.3.2.1	343000_4_N_DT_ST_E	---	---	-7 000,7
	--- À court terme	-7 000,7	42,0	-7 042,7
3.4.3.2.2	343000_4_N_DT_LT_E	---	---	-28 657,0
	--- À long terme	-28 657,0	9 778,0	-38 435,0
3.4.3.3	343000_4_N_GG_AL_E	---	---	0,0
	--- Administrations publiques	0,0	254 084,0	-254 084,0
3.4.3.3.1	34300z_4_N_GG_AL_E	---	---	0,0
	--- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	343000_4_N_GG_ST_E	---	---	0,0
	--- Autres à court terme	0,0	-0,8	0,8
3.4.3.3.3	343000_4_N_GG_LT_E	---	---	0,0
	--- Autres à long terme	0,0	254 084,8	-254 084,8
3.4.3.4	343000_4_N_OS_AL_E	---	---	60 182,1
	--- Autres secteurs	60 182,1	53 142,4	7 039,7
3.4.3.4.0.1	343000_4_N_OS_ST_E	---	---	14 215,0
	--- À court terme	14 215,0	0,0	13 056,7
3.4.3.4.0.2	343000_4_N_OS_LT_E	---	---	45 967,1
	--- À long terme	45 967,1	51 984,1	-6 017,0
3.4.3.4.1	343000_4_N_FC_AL_E	---	---	58 252,3
	--- Autres sociétés financières	58 252,3	6 643,0	51 609,3
3.4.3.4.1.1	343000_4_N_FC_ST_E	---	---	12 500,0
	--- À court terme	12 500,0	836,3	11 663,7
3.4.3.4.1.2	343000_4_N_FC_LT_E	---	---	45 752,3
	--- À long terme	45 752,3	5 806,7	39 945,6
3.4.3.4.2	343000_4_N_NC_AL_E	---	---	1 929,8
	--- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 929,8	46 499,4	-44 569,6
3.4.3.4.2.1	343000_4_N_NC_ST_E	---	---	1 715,0
	--- À court terme	1 715,0	322,0	1 393,0
3.4.3.4.2.2	343000_4_N_NC_LT_E	---	---	214,8
	--- À long terme	214,8	46 177,4	-45 962,6
3.4.4	344000_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées			0,0
3.4.4.1	344000_4_N_CB_AL_E	---	---	0,0
	--- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	344000_4_N_MA_AL_E	---	---	0,0
	--- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	344000_4_N_DT_AL_E	---	---	0,0
	--- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	344000_4_N_GG_AL_E	---	---	0,0
	--- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	344000_4_N_OS_AL_E	---	---	0,0
	--- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	344000_4_N_FC_AL_E	---	---	0,0
	--- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2	344000_4_N_NC_AL_E	---	---	0,0
	--- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	344100_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	344200_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	344300_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	344400_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	344500_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	344600_4_N_AL_AL_E	---	---	0,0
	--- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
3.4.5	345000_4_N_AL_AL_E	---	---	-89 424,3
	--- Crédits commerciaux et avances			-346 542,7
				257 118,4
3.4.5.1	345000_4_N_CB_AL_E	---	---	0,0
	--- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	345000_4_N_CB_ST_E	---	---	0,0
	--- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	345000_4_N_CB_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	345000_4_N_MA_AL_E	---	---	0,0
	--- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	345000_4_N_MA_ST_E	---	---	0,0
	--- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	345000_4_N_MA_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	345000_4_N_DT_AL_E	---	---	0,0
	--- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	345000_4_N_DT_ST_E	---	---	0,0
	--- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	345000_4_N_DT_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	345000_4_N_GG_AL_E	---	---	0,0
	--- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	345000_4_N_GG_ST_E	---	---	0,0
	--- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	345000_4_N_GG_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	345000_4_N_OS_AL_E	---	---	-89 424,3
	--- Autres secteurs	-89 424,3	-346 542,7	257 118,4
3.4.5.4.0.1	345000_4_N_OS_ST_E	---	---	-31 379,0
	--- À court terme	-31 379,0	-89 000,7	57 621,7
3.4.5.4.0.2	345000_4_N_OS_LT_E	---	---	-58 045,3
	--- À long terme	-58 045,3	-257 542,0	199 496,7
3.4.5.4.1	345000_4_N_FC_AL_E	---	---	0,0
	--- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.1	345000_4_N_FC_ST_E	---	---	0,0
	--- À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2	345000_4_N_FC_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	345000_4_N_NC_AL_E	---	---	-89 424,3
	--- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-89 424,3	-346 542,7	257 118,4
3.4.5.4.2.1	345000_4_N_NC_ST_E	---	---	-31 379,0
	--- À court terme	-31 379,0	-89 000,7	57 621,7
3.4.5.4.2.2	345000_4_N_NC_LT_E	---	---	-58 045,3
	--- À long terme	-58 045,3	-257 542,0	199 496,7
3.4.6	346000_4_N_AL_AL_E	---	---	-113 322,1
	--- Autres comptes à recevoir / à payer			123 940,7
				-237 262,8
3.4.6.1	346000_4_N_CB_AL_E	---	---	0,0
	--- Banque centrale	0,0	16 228,0	-16 228,0
3.4.6.1.1	346000_4_N_CB_ST_E	---	---	0,0
	--- À court terme	0,0	16 228,0	-16 228,0
3.4.6.1.2	346000_4_N_CB_LT_E	---	---	0,0
	--- À long terme	0,0	0,0	

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
3.5	350000_4_N_AL_AL_E . . . - Avoirs de réserve	-227 028,9	0,0	-227 028,9
3.5.1	351000_4_N_AL_AL_E - Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	351100_4_N_AL_AL_E - Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	351200_4_N_AL_AL_E - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	352000_4_N_AL_AL_E - Droits de tirage spéciaux	-55 225,2	0,0	-55 225,2
3.5.3	353000_4_N_AL_AL_E - Position de réserve au FMI	37 766,6	0,0	37 766,6
3.5.4	354000_4_N_AL_AL_E - Autres avoirs de réserve	-209 570,3	0,0	-209 570,3
3.5.4.1	354100_4_N_AL_AL_E - Monnaie fiduciaire et dépôts	-209 570,3	0,0	-209 570,3
3.5.4.1.1	354110_4_N_AL_AL_E - Créances sur les autorités monétaires	1 513,0	0,0	1 513,0
3.5.4.1.2	354120_4_N_AL_AL_E - Créances sur d'autres entités	-211 083,3	0,0	-211 083,3
3.5.4.2	354200_4_N_AL_AL_E - Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	354210_4_N_AL_AL_E - Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_AL_ST_E - À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_AL_LT_E - À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	354220_4_N_AL_AL_E - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	354300_4_N_AL_AL_E - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	354400_4_N_AL_AL_E - Autres créances	0,0	0,0	0,0
6	400000_5_N_AL_AL_E . Erreurs et omissions nettes	-3 972 580,4	-3 976 053,8	3 473,4

Position Extérieure Globale
Fréquence : Annuelle
Année : 2016

Code SDMX	Libellé poste	UEMOA		Zone euro		Autres pays		Total	
		AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période	AVOIR - Stocks fin de période	ENG - Stocks fin de période
300000_4_N_AL_AL_E	Position extérieure globale nette	2 370 224,6	1 709 106,9	439 051,4	2 305 208,9	675 113,6	4 560 935,8	3 484 389,6	8 575 251,2
310000_4_N_AL_AL_E	-- Investissement direct	93 119,4	343 912,7	84 159,2	729 517,7	170 369,0	812 705,0	347 647,6	1 886 135,4
311000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	81 163,9	194 235,1	83 336,7	639 424,1	168 282,0	744 403,0	332 782,6	1 578 062,2
311100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	81 163,9	194 235,1	83 336,7	639 424,1	168 282,0	744 403,0	332 782,6	1 578 062,2
311110_4_N_AL_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	75 188,4	191 923,2	77 966,2	631 483,7	168 282,0	741 343,0	321 436,6	1 564 749,9
311120_4_N_AL_AL_E	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	841,5	406,9	4 860,5	2 009,0	0,0	407,0	5 702,0	2 822,9
311130_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	5 134,0	1 905,0	510,0	5 931,4	0,0	2 653,0	5 644,0	10 489,4
311131_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	----- Instruments de dette	11 955,5	149 677,6	822,5	90 093,6	2 087,0	68 302,0	14 865,0	308 073,2
312100_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	775,3	136 413,6	822,5	62 758,3	1 987,0	61 192,0	3 584,8	260 363,9
312200_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	1 222,0	12 013,0	0,0	20 015,3	100,0	6 065,7	1 322,0	38 094,0
312300_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	9 958,2	1 251,0	0,0	7 320,0	0,0	1 044,3	9 958,2	9 615,3
312310_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	-- Investissements de portefeuille	782 889,4	698 203,6	60 766,4	218 328,8	2 662,0	626 916,7	846 317,8	1 543 449,1
321000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	21 688,0	29 875,2	2 956,4	15 367,2	0,0	16 973,7	24 644,4	62 216,1
321000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	17 270,0	14 549,7	103,0	154,2	0,0	1 536,0	17 373,0	16 239,9
321000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	4 418,0	15 325,5	2 853,4	15 213,0	0,0	15 437,7	7 271,4	45 976,2
321000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	3 190,0	6 546,5	0,0	0,0	0,0	0,0	3 190,0	6 546,5
321000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 228,0	8 779,0	2 853,4	15 213,0	0,0	15 437,7	4 081,4	39 429,7
321100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance	761 201,4	668 328,4	57 810,0	202 961,6	2 662,0	609 943,0	821 673,4	1 481 233,0
322000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	743 715,0	128 130,0	0,0	1 200,0	198,0	31 746,0	743 913,0	161 076,0
322000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	208 862,0	117 303,0	0,0	1 000,0	0,0	0,0	208 862,0	118 303,0
322000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	534 853,0	10 827,0	0,0	200,0	198,0	31 746,0	535 051,0	42 773,0
322000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	532 991,8	0,0	69 983,0	0,0	570 630,0	0,0	1 173 604,8
322000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0,0	76 178,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	76 178,6
322000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	456 813,2	0,0	69 983,0	0,0	570 630,0	0,0	1 097 426,2
322000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	17 486,4	7 206,6	57 810,0	131 778,6	2 464,0	7 567,0	77 760,4	146 552,2
322000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	13 915,3	6 820,3	31 913,0	23 197,0	2 357,0	7 181,0	48 185,3	37 198,3
322000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	3 571,1	386,3	25 897,0	108 581,6	107,0	386,0	29 575,1	109 353,9
322000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	251,4	252,6	1 950,0	2 137,6	107,0	613,0	2 308,4	3 003,2
322000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	250,3	125,3	1 950,0	1 589,0	0,0	486,0	2 200,3	2 200,3
322000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	1,1	127,3	0,0	548,6	107,0	127,0	108,1	802,9
322000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	17 235,0	6 954,0	55 860,0	129 641,0	2 357,0	6 954,0	75 452,0	143 549,0
322000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	13 650,0	6 695,0	29 963,0	21 608,0	2 357,0	6 695,0	45 985,0	34 998,0
322000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	3 575,0	259,0	25 897,0	108 033,0	0,0	259,0	29 467,0	108 551,0
330000_4_N_AL_AL_E	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	----- Options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	-- Autres investissements	837 325,6	666 990,6	294 125,8	1 357 362,0	185 834,1	3 121 314,1	1 317 285,5	5 145 666,7
341000_4_N_AL_AL_E	----- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	334 577,2	223 261,0	33 994,2	84 664,0	102 366,0	298 656,5	470 937,4	606 581,5
342000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	13 490,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13 490,3
342000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	13 490,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	13 490,3
342000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	301 166,0	209 770,7	0,0	84 664,0	93 911,0	298 656,5	395 077,0	593 091,2
34200z_4_N_DT_AL_E	----- Dont : positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	301 166,0	209 770,7	0,0	84 664,0	93 911,0	298 656,5	395 077,0	593 091,2
342000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	14 556,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14 556,3	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	14 556,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14 556,3	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	18 854,9	0,0	33 994,2	0,0	8 455,0	0,0	61 304,1	0,0
342000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	2 292,0	0,0	12 802,2	0,0	680,0	0,0	15 774,2	0,0
342000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	16 562,9	0,0	21 192,0	0,0	7 775,0	0,0	45 529,9	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	18 854,9	0,0	8 945,2	0,0	7 775,0	0,0	35 575,1	0,0
342000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	2 292,0	0,0	8 945,2	0,0	0,0	0,0	11 237,2	0,0
342000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	16 562,9	0,0	0,0	0,0	7 775,0	0,0	24 337,9	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	25 049,0	0,0	680,0	0,0	25 729,0	0,0
342000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	3 857,0	0,0	680,0	0,0	4 537,0	0,0
342000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	21 192,0	0,0	0,0	0,0	21 192,0	0,0



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int